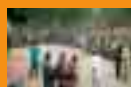




# Spore

Santé et agriculture Choisir le moindre mal	1
Écotourisme Qui aime la nature ménage sa monture...	3
Radios rurales Les paysans à la conquête de leurs radios	4
EN BREF	6
REPÈRES	10
PUBLICATIONS	11
ENTRE NOUS	14
POINT DE VUE Entreprise et agroalimentaire Les vrais moteurs des économies africaines	16

Site Web : [www.cta.nl](http://www.cta.nl)



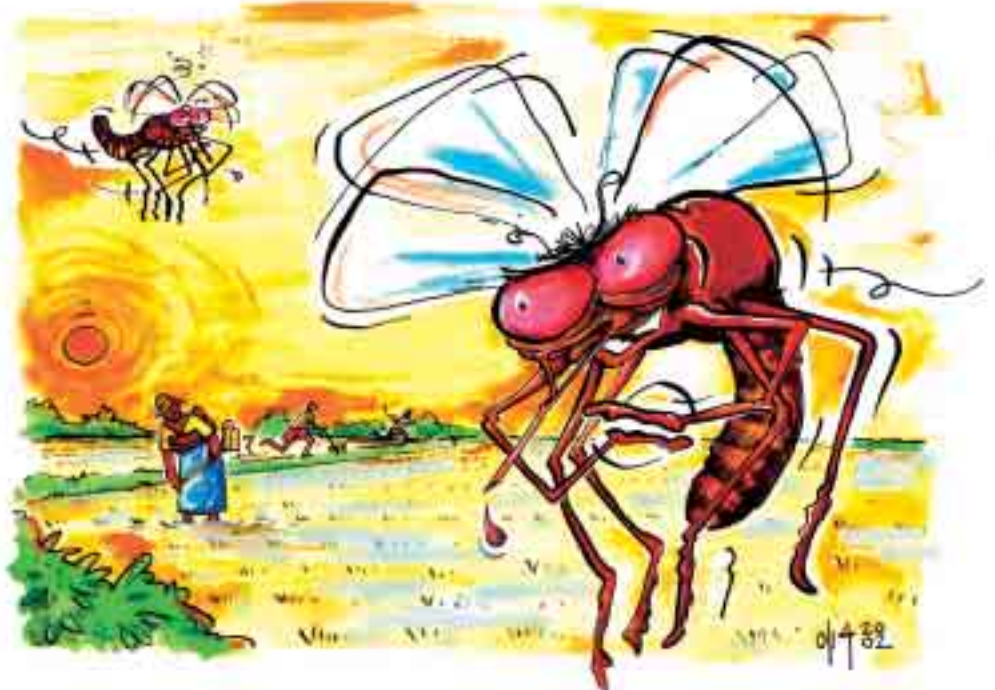
## Dans ce numéro

Pas de doute,  
tout se tient.

Un exemple pour commencer ?  
Le secteur de l'agriculture a de  
l'influence sur le secteur de la  
santé, et l'inverse est tout aussi  
vrai. Diviser les choses en secteurs,  
c'est pratique pour décortiquer  
nos idées ou nos actions, mais  
n'oublions pas que ces secteurs  
réagissent comme un tout. C'est  
comme les rubriques de Spore :  
vous les lisez une à une, mais vous  
faites une opinion sur le tout.

Ce numéro évalue les possibilités et  
les limites de l'écotourisme et des  
radios rurales. Il présente des livres  
qui parlent de grands secteurs  
comme l'agriculture, de petits  
comme les fruits bio, de la lutte  
intégrée contre les ravageurs  
(voilà quelque chose qui demande  
de raisonner au-delà de l'idée  
de secteur !) et ainsi de suite : des  
nouvelles de tous les continents,  
et qui forment un tout.

Un lecteur nous détaille le temps  
qu'il consacre à chaque rubrique  
de Spore : le temps qu'il finisse de  
lire toutes celles de ce numéro 97,  
le 98 arrivera. Tout se tient...



## Santé et agriculture

# Choisir le moindre mal

**La production de nourriture peut nuire à notre santé et, inversement, une santé chancelante peut faire obstacle à la production de nourriture. Or les mesures efficaces de lutte contre les maladies comme la malaria ne sont pas toujours compatibles avec les pratiques agricoles. Le dilemme est de taille.**

**L**a maladie affecte cruellement notre corps ainsi que bien d'autres aspects de notre vie. Selon l'Organisation mondiale de la santé, la malaria, à elle seule, réduit le produit national brut des pays d'Afrique subsaharienne de plus de 1 %, et même de 2 à 6 % au Kenya ou de 1 à 5 % au Nigeria.

Les périodes d'invalidité et les décès prématurés dus aux maladies infectieuses réduisent la force de travail. Il n'est donc pas étonnant que la réapparition de certaines maladies fasse trembler non seulement le corps des victimes, mais aussi les corps politiques et économiques des nations. On observe une expansion effrayante de maladies que l'on pensait maîtriser. Jusqu'à quel point ces maladies vont-elles pénaliser un peu plus un secteur agricole déjà

déficitaire en termes de production et de revenus et dont la population est de santé fragile ?

Les terrains propices aux maladies ont changé. Au Ghana, par exemple, les immenses lacs créés par les barrages dans le bassin de la Volta ont favorisé la propagation de la bilharziose : parmi les enfants d'âge scolaire, l'incidence de cette maladie est passée de 5 % avant la construction des barrages à plus de 90 % après. C'est dû à l'augmentation des eaux stagnantes, qui favorise la croissance de la végétation aquatique, lieu de prédilection des escargots vecteurs de la bilharziose. En revanche, la réduction des eaux vives entraîne une diminution du nombre des simulies (moustiques piqueurs) qui transmettent la cécité des rivières.

Certaines maladies gagnent aussi de nouveaux territoires comme en témoigne l'émergence de la fièvre de la vallée du Nil en Amérique du Nord, une maladie transmise par des moustiques qui provoque une inflammation du cerveau, l'encéphalite.

Parmi les six principales maladies transmissibles qui tuent plus d'un million de personnes par an, le sida (VIH) est la plus dévastatrice et la seule transmise par contact direct. Son impact sur le monde rural, l'agriculture et notre vie quotidienne sont tristement évidents. La cécité des rivières ou onchocercose est une filariose, une maladie due à un ver parasite transmis par des simules dont les larves vivent dans l'eau. Les maladies diarrhéiques et les maladies respiratoires aiguës, comme la grippe, la pneumonie et la coqueluche, se développent dans les milieux humides et sales. Elles affectent les personnes mal nourries, jeunes ou moins jeunes. Les mêmes conditions environnementales favori-



Des plantes soi-disant en bonne santé, ça peut parfois rendre les gens malades.

sent dans de nombreux pays la propagation de la tuberculose, tueuse numéro un des adultes, notamment les porteurs du VIH. En ce qui concerne l'agriculture, la malaria et son vecteur, un moustique, sont particulièrement redoutables, tuant deux millions de personnes chaque année, rien qu'en Afrique.

### Des risques en tous genres

Ces maladies transmissibles et d'autres, comme la dengue ou la fièvre jaune (récemment installée en Afrique de l'Est), ont des conséquences tragiques. En s'attaquant à la santé des individus, en sapant leur vie, en décimant leur force de travail, elles compromettent aussi le bien-être et l'avenir des nations. Dans les pays développés, la plupart des décès sont dus à des maladies liées au mode de vie telles que les maladies cardiovasculaires. Dans les pays en développement, ce sont les maladies infectieuses qui sévissent et c'est l'agriculture qui s'en ressent le plus. Au champ ou à l'atelier, la maladie mine nos forces vives. Et quand nous sommes affaiblis, nous nous épuisons plus vite à manier des équipements inadaptés, nous sommes plus sensibles aux effets des produits chimiques contenus dans les pesticides, un accident est plus vite arrivé...

L'idée idyllique que quelques citadins se font de la vie rurale n'a rien à voir avec la réalité vécue dans un brouillard de douleur et de sueur, ni avec les risques physiques, chimiques et surtout biologiques auxquels nous sommes exposés. Dans les champs, les entrepôts ou les mares, nous sommes sans protection face aux nombreux microbes et bactéries qui constituent ce que les experts appellent « les systèmes de production microbiologique » et qui trouvent là leurs terrains favoris pour se multiplier.

### Des conflits d'intérêts

Beaucoup de pratiques agricoles favorisent la reproduction des vecteurs de maladies, créant ainsi un véritable conflit entre les intérêts des producteurs agricoles et la santé publique. Les grands barrages destinés à fournir de l'eau et de l'énergie et les petits barrages et parcs à poissons destinés à apporter irrigation et protéines sont des milieux favorables au développement des larves d'insectes. De même, la non-utilisation de pesticides – qui figure parmi les « bonnes pratiques agricoles » – tout comme la pratique politiquement moins correcte du déboisement favorisent l'expansion de colonies d'insectes. Même les progrès dans l'hygiène et le conditionnement des produits agricoles peuvent avoir des répercussions sur la santé. Les aliments sont plus propres, mais les emballages jetés offrent un terrain propice aux insectes.

Le conflit d'intérêts est particulièrement évident dans le cas des produits chimiques à base de DDT (dichloro-diphényl-trichloréthane). Leur efficacité pour interrompre le cycle de reproduction des moustiques est indiscutable. Tout comme leurs effets toxiques sur les hommes et sur les animaux sont incontestables. Les États-Unis ont d'ailleurs interdit leur usage en 1972, mais ils n'ont pas insisté sur une interdiction à l'échelle mondiale quand ils négociaient, en 2001, le traité qui vise à retirer tous les polluants persistants comme le DDT. Dans le même temps, l'Organisation mondiale de la santé, qui s'attache à éradiquer la malaria, négociait le lancement d'une nouvelle campagne de lutte dans les pays en développement (« Faire reculer le paludisme »), qui serait fondée en partie sur l'utilisation du DDT. La communauté mondiale se trouve donc devant un dilemme et est contrainte d'opter pour le « moindre mal ».

En attendant, ces conflits d'intérêts donnent quelques migraines aux décideurs politiques et, surtout, ils prolongent la souffrance des paysans pauvres, les premières victimes comme toujours.

La seule politique réaliste pour concilier des intérêts divergents reste le compromis. Toutefois, l'art du compromis n'est pas toujours la première compétence des décideurs novices.

### Des solutions en perspective

Il y a mieux à faire que de pulvériser des produits chimiques nocifs. Par exemple, mettre au point des substances inoffensives, comme

*Bacillus thuringiensis israelensis* (Bti), un ennemi biologique d'insectes relativement bénin mais coûteux. Le génie génétique est une autre option, pour créer des moustiques soit stériles, afin d'interrompre le cycle de reproduction, soit immunisés contre la malaria. Les recherches sur la gambusie, un poisson qui se nourrit des larves de moustiques et de simules, doivent encore être approfondies. Une autre solution consiste à utiliser des rigoles pour faciliter la circulation de l'eau et réduire ainsi le volume d'eau stagnante dans les étangs et les systèmes d'irrigation. La plupart de ces options sont inscrites au programme de recherche de « l'Initiative sur la malaria et l'agriculture », lancé récemment par les centres internationaux de recherche agricole.

La seule méthode de prévention immédiate est la protection physique. Comme pour le sida, et à défaut d'abstinence, d'un changement de comportement ou d'une séparation totale des acteurs, une barrière physique doit être mise en place. Les écrans et les filets sur les réservoirs d'eau, sur les mares et dans les habitations sont à l'ordre du jour, malgré le défi que ces solutions représentent pour la bourse d'un ménage, le budget d'un agriculteur ou le savoir-faire d'un architecte. Une mesure vraiment prometteuse consiste à encourager l'usage de moustiquaires imprégnées d'un produit qui repousse les moustiques. Des dispositions ont été prises dans ce sens après le Sommet africain contre la malaria, à Abuja (Nigeria) en avril 2001. L'Ouganda, par exemple, a supprimé tous les droits et taxes sur ces moustiquaires afin qu'elles soient plus accessibles aux ménages ruraux.

L'ennui, c'est qu'on ne peut pas cultiver à l'aise à l'abri d'une moustiquaire.

➤ Pour plus d'information :

Faire reculer le paludisme (Roll Back Malaria)

OMS, 20 Avenue Appia,

CH 1211 - Genève 27

Suisse

Fax: +41 22 791 48 24

E-mail: [rhm@who.int](mailto:rhm@who.int)

Site Web : [www.rbm.who.int](http://www.rbm.who.int)

Initiative mondiale sur la malaria et l'agriculture

Site Web : [www.cgjar.org/sima](http://www.cgjar.org/sima)

L'impact des maladies transmissibles sur la vie rurale est de plus en plus important et les changements climatiques annoncés pourraient bien l'aggraver.

- Les principaux vecteurs de maladies comme la malaria sont des insectes qui se reproduisent dans les eaux stagnantes.
- Il est nécessaire de mener plus de recherches scientifiques sur les changements dans les pratiques agricoles permettant de réduire les terrains propices à ces vecteurs.
- En agriculture, on ne peut pas faire autrement que s'exposer aux risques.
- Il faut donc accorder plus d'attention aux vêtements de protection, à la conception de maisons protectrices et à l'accès à des médicaments préventifs bon marché.
- Il est nécessaire de mieux étudier l'impact économique des maladies infectieuses sur la productivité agricole.

## Écotourisme

# Qui aime la nature ménage sa monture...

**L'écotourisme est en plein boom. Depuis dix ans, des hordes de plus en plus nombreuses de touristes parcourent le monde à la recherche d'un contact exotique avec la nature et les populations locales. Mais cette mode est-elle aussi inoffensive qu'il y paraît? À manier avec précaution.**



Des souvenirs plein la tête.

**P**longer dans la moiteur des forêts du Suriname, nager avec les dauphins près des côtes fidjiennes, flâner dans un village sahélien : voilà les loisirs désormais vendus aux consommateurs occidentaux branchés sous le terme générique d'écotourisme.

Les forêts tropicales sont particulièrement recherchées, de même que les déserts, les îles et, assez loin derrière, les montagnes. Avec un chiffre d'affaires qui croît de 15 % tous les ans et des revenus de 16 milliards € rien que pour les destinations tropicales, l'écotourisme est le segment le plus dynamique d'une industrie mondiale de pointe : le voyage. Aujourd'hui le voyage ne forme pas seulement la jeunesse. Surtout quand on lui accole un « éco » synonyme de pièces sonnantes et trébuchantes. De plus, l'écotourisme aiderait à préserver l'environnement des pays visités par ses adeptes. Son essor est tel que les Nations unies ont fait de 2002 l'année internationale de l'écotourisme (AIE).

Mais qu'est-ce qui se cache derrière l'écotourisme ? Ce secteur éveille bien de l'intérêt et attire toutes sortes de gens, à commencer par les tour-opérateurs. Aux aventuriers du sac à dos portés par la curiosité ou par un sentiment de solidarité ont rapidement succédé des écotouristes plus nombreux, plus riches, mieux préparés et suréquipés.

L'écotourisme n'est pas seulement un nouveau créneau sur le marché hautement compétitif du voyage. L'exemple de cet hôtel camerounais qui a rebâti sa publicité pour se baptiser « Hôtel des écotouristes » sans rien modifier de ses prestations n'est pas forcément... exemplaire ! L'écotourisme est aussi un concept. Des ONG et des organismes internationaux de développement ont emboîté le pas. Pour eux, l'écotourisme pouvait se traduire en infrastructures améliorées, en création d'emplois, en rentrée de devises et être de surcroît un gage de gestion durable des ressources naturelles.

## Le paradis perdu

Or voilà ! Moins de 7 % des dépenses liées à l'écotourisme se transforment en revenus pour les communautés locales, et 93 % tombent dans l'escarcelle des compagnies aériennes, des agences de voyage, des chaînes hôtelières et des compagnies de transport et d'assurances. Il reste bien peu pour des initiatives locales. Dans les années 90, les montagnes de Papouasie-Nouvelle-Guinée sont devenues une destination très prisée, mais le secteur est dominé par des voyagistes commerciaux. Un développement similaire, sauf quelques exceptions notables en Jamaïque, peut être observé dans les Caraïbes. Toutefois, dans le Sahel et en Afrique australe quelques opérateurs se sont efforcés d'employer des entreprises locales.

Au cours d'une réunion préparatoire à l'AIE qui s'est tenue fin 2001 au Mozambique, des délégués gouvernementaux ont insisté sur la nécessité de développer l'écotourisme sans détruire la nature, garante du développement rural. La réunion a réclamé d'urgence une révision des systèmes fonciers des terres communales, car les réserves naturelles sont situées dans des zones où les droits fonciers ne sont pas reconnus. Un autre défi est d'aider ces communautés à devenir de vrais acteurs de l'écotourisme pour leur éviter d'être marginalisées par les voyagistes, et les encourager à s'adapter à la demande et au client – car il n'y a pas secteur plus capricieux que le tourisme.

## Un éléphant, ça déménage !

Parmi les nombreuses réussites modestes des pays ACP, il faut souligner celle de l'Organisation d'écotourisme du Mont Cameroun (Mount-CEO), installée dans la ville de Buea en 1998. Cette structure rassemble de nombreux participants – ONG locales, communautés organisées dans neuf Comités villageois d'écotourisme (CVE), bureaux provinciaux et locaux de tourisme, directeurs d'hôtels, union des alpinistes – et bénéficie du soutien des agences allemandes DED et GTZ. À l'origine, elle ciblait les chasseurs, non seulement pour exploiter leurs compétences et leur connaissance du milieu, mais aussi parce qu'ils représentent une menace pour la faune sauvage. Un seul éléphant vivant peut attirer des centaines de touristes payants. Les dispositions du Mount-CEO prévoient une taxe touristique qui est prélevée

sur toutes les arrivées et alimente les fonds de développement villageois. Les guides locaux sont directement payés par les touristes et les activités des CVE comme la cuisine, les chants et les danses, l'artisanat et la location d'équipements de camping assurent des revenus supplémentaires. Le Mount-CEO s'occupe



En Jamaïque, les écotouristes ont remplacé les régimes de bananes.

lui-même du marketing, de la formation du personnel, de l'organisation des circuits, et de la coordination avec les CVE. Plusieurs centaines de touristes sont désormais accueillis chaque année, et leur présence se traduit concrètement par des revenus supplémentaires pour l'agriculture, car elle stimule aussi la demande de produits agricoles.

Chaque village peut-il accueillir des écotouristes ? Jusqu'à un certain point oui, mais les difficultés sont importantes en termes d'infrastructures, de renforcement des capacités d'accueil et d'offres diverses pour une clientèle en évolution constante. Le nombre de touristes doit être limité, d'une part parce que l'exclusivité est un atout et, d'autre part, parce qu'il ne faut pas perturber l'environnement. L'écotourisme peut être complémentaire de l'agriculture si les investissements sont harmonieusement répartis dans les deux secteurs. C'est peut-être là le problème. Un correspondant de *Spore* en Afrique de l'Est, à qui on demandait quelle était la plus grande menace pour un projet ethno-vétérinaire local a répondu : « les écotouristes ».

Autrement dit : la nature est belle, mais l'écotourisme n'est pas tout rose.

Voir Repères p. 10

# Les paysans à la conquête de leurs radios

**Libérer la parole paysanne ! C'était le mot d'ordre de la communication pour le développement dans les années 80. Y sommes-nous parvenus ? Pas toujours... mais les radios rurales et communautaires relèvent le défi.**



Photo B. Favre

Au début des années 60, les radios nationales qui s'implantent dans les pays indépendants d'Afrique s'adressent essentiellement aux élites urbaines. Aux auditeurs du monde agricole, elles diffusent quelques causeries destinées à « conduire les masses rurales vers la modernité » et des conseils pour améliorer la production des cultures de rente : coton, arachide ou café. Dans les villages, on capte ces radios collectivement lors de radio-clubs ou de radio forums encadrés par des vulgarisateurs.

Au cours des années 70, les radios nationales se décentralisent en créant des stations régionales. Equipées en matériel mobile, les équipes de production vont à la rencontre des producteurs sur leur terrain : les radios rurales sont nées. Avec une communication qui gagne en proximité et en diversité, elles s'installent dans les grilles de programmes nationaux et réussissent parfois à disposer d'émetteurs autonomes.

Les vrais changements, c'est pour le début des années 80, avec l'apparition des premières radios communautaires, centrées sur les besoins des communautés et gérées par celles-ci. Une décennie plus tard, la vague de démocratisation des régimes politiques de nombreux pays d'Afrique entraîne la libéralisation des ondes. Face aux chaînes nationales, des radios associatives et communautaires font souffler un vent nouveau sur les ondes.

## FM mania

Les premières radios « libres » apparaissent dans les grands centres urbains du Burkina Faso, du Mali, d'Afrique du Sud, de

Madagascar, par exemple. Très vite, les petites stations pointent leur micro dans les zones rurales. Comme elles s'adressent aux auditeurs dans leur langue respective, leur succès est d'autant plus fulgurant qu'après des années de radio de propagande, le besoin d'expression libre est intense.

Toutefois, la formation des animateurs, des producteurs et des techniciens est insuffisante. Les moyens de production sont médiocres, les pannes d'émetteurs fréquentes et les ressources financières limitées. Faute d'expérience et de moyens, la plupart de ces radios se contentent de diffuser de la musique. Pour répondre à la demande d'auditeurs de plus en plus exigeants sur le contenu comme sur la qualité des programmes, les radios de proximité se structurent en associations ou en réseaux. Parallèlement, des formations sont mises en place par des institutions comme le Centre interafricain d'études en radio rurale (CIERRO) de Ouagadougou au Burkina Faso et plusieurs partenaires de la coopération qui se mobilisent pour aider le secteur à se professionnaliser.

Cet appui prend notamment la forme de banques de programmes, pour permettre aux radios rurales et communautaires d'enrichir leurs grilles avec des éléments sonores sur les principaux thèmes du développement. Ce type de dispositif est mis en place par le CTA, l'Institut Panos, le Réseau des radios rurales des pays en développement (RRRPD), l'Agence Syfia et Radio Nederland.

## Le faire-part radio

« La radio nous a aidés à résoudre un problème sérieux dans ce village, témoigne un auditeur de la radio Cesiri dans la zone rizicole du Mali. Quand une personne décédait, informer les parents qui résident dans les villages environnants, qui se situent à 30 ou 40 kilomètres, pour qu'ils viennent participer aux obsèques, c'était presque impossible. Il fallait louer un vélo ou un cheval pour faire le déplacement. Si par malheur, ces moyens manquaient et que l'on arrivait pas à informer les gens à temps, cela avait des conséquences graves sur les rapports entre les villages, parfois le divorce entre deux familles. Maintenant avec Radio Cesiri, il suffit de payer 500 francs (0,76 €) pour que tout le monde soit informé. Personne n'en veut à personne. Dieu, merci. »



Photo J. Sullivan

## Le laboratoire de la démocratie locale

« La radio est à l'écoute de ses auditeurs, assure le directeur de la radio Kafokan, à Bougouni, dans la zone cotonnière du Mali. Elle va au-devant de leurs préoccupations. Il arrive même qu'ils insultent la compagnie d'exploitation du coton CMDT. On fait écouter ces enregistrements aux responsables et ils répondent. »



## Le feuilleton à l'eau de rose au service du développement rural

Au Kenya, le centre d'information agricole du ministère de l'Agriculture produit, en collaboration avec Media Trust, une ONG britannique, un feuilleton radiophonique hebdomadaire *Tembea Na Majira* (*bougez avec votre temps*). Il est devenu l'un des programmes de divertissement le plus appréciés par les auditeurs de la radio nationale.

Mais attention ! Les intrigues sentimentales, les disputes, les réconciliations... tous les ingrédients de ce feuilleton cachent, grâce à la magie de la fiction et au talent des auteurs, des sujets sérieux pour la population rurale, comme la maîtrise des parasites du maïs, la violence conjugale ou la lutte contre la malaria.

Une approche créative efficace, à découvrir avec bien d'autres façons de mobiliser l'information et la communication au service du développement rural dans l'ouvrage *les Révolutions de l'information* (voir Spore 94) (ISBN 92 9081 2397, CTA N° 1038, 40 unités de crédit).



Avec vous, pour vous, la radio c'est vous. Alors, à vous de causer !

Pour peu qu'elles soient dotées de moyens élémentaires en formation ou en production, les radios rurales deviennent – notamment dans les villages isolés où il n'y a ni services publics, ni électricité, ni téléphone – de véritables laboratoires de la démocratie locale. Les producteurs agricoles y trouvent des conseils, des informations sur les marchés et la météo. Les jeunes et les femmes y expriment leurs points de vue. Les chercheurs et les vulgarisateurs y dialoguent avec les agriculteurs et les éleveurs. On y développe des campagnes sur la santé ou les droits civiques. Les anciens, les musiciens, les conteurs y valorisent le patrimoine des terroirs...

Ailleurs, là où le paysage radiophonique est encore dominé par l'État, l'évolution est plus lente : les radios rurales y sont surtout des outils de vulgarisation agricole.

Mais l'heure est à l'innovation un peu partout. En Afrique du Sud, les réseaux des radios communautaires, traditionnellement axés sur les problèmes des *townships*, s'ouvrent désormais au monde rural et abordent des thèmes « chauds » comme la réforme agraire et la restitution des terres aux paysans, ou l'utilisation des organismes génétiquement modifiés (OGM) et des produits chimiques. Le Programme Development Through Radio (DTR) à Harare (Zimbabwe) se propose de faciliter l'accès des femmes rurales aux médias. Il s'étendra bientôt à dix pays africains. La radio rurale du Ghana s'est engagée à dépasser la vieille structure des forums radiophoniques

### Quel est votre programme préféré?

Les radios rurales ont besoin de connaître l'impact de leurs programmes sur les auditeurs. Mais comment faire quand on ne peut s'offrir les services d'instituts de sondage?

Six ateliers de formation-action, organisés par le CTA entre 1997 et 2001 au Mali, au Burkina Faso, en Afrique du Sud et à Madagascar, se sont penchés sur cette question. Ils ont proposé des solutions pratiques et des outils d'enquêtes quantitatives et qualitatives simples et fiables que les petites radios peuvent utiliser pour connaître le statut, les habitudes et les préférences de leurs auditeurs et pour établir un dialogue permanent avec leur public.

et incite les auditeurs à créer des radios communautaires en FM, gérées par leurs associations et coopératives. Au Nigeria, alors que la poigne de l'État sur les médias se desserre, une ONG, l'Institut pour les médias et la société (IMS), lance une grande initiative pour susciter la création de radios communautaires en milieu rural.

### Résoudre les problèmes urgents

L'amélioration des moyens de production, le renforcement des réseaux qui facilitent la formation des animateurs, des techniciens et producteurs, la mise en place d'outils de mesure sur l'impact des programmes auprès des auditeurs, tels sont les principaux axes sur lesquels une radio locale doit développer ses efforts pour s'assurer une certaine longévité. Une longévité qui repose essentiellement sur son autonomie financière, sur son aptitude à mobiliser des partenaires économiques à travers de véritables stratégies de marketing, tout en préservant son indépendance éditoriale, élément clé de sa crédibilité.

Une longévité qui dépend aussi de sa capacité à s'approprier les technologies modernes de l'information et de la communication – production numérique, exploitation de programmes reçus par satellite ou par cédérom, Internet, téléphonie mobile...

Comment allier radio rurale et nouvelles technologies ? La question était à l'ordre du jour de l'atelier organisé par la FAO à Rome en février 2001, sur le thème : « Les nouvelles technologies de l'information et de la communication au service de la radio rurale : nouveaux contenus, nouveaux partenariats ».

« La radio rurale, c'est l'Internet des paysans », affirme Jean-Pierre Ilboudo, spécialiste de la communication pour le développement. C'est à travers la radio, sans la contrainte de la lecture et dans leur langue, que les communautés rurales cherchent à accéder à l'information et aux savoirs extérieurs. Le nouveau défi des responsables des radios rurales est donc bien de s'approprier les nouvelles technologies de l'information et de la communication afin de capter l'information et de la restituer dans une forme adaptée aux spécificités socioculturelles de leurs auditeurs.

Reste à réduire le fossé numérique encore très présent en milieu rural ! Plusieurs efforts sont déployés en ce sens. À Ouagadougou,



Photo R. Jones © Panos Pictures

munication dédié aux radios communautaires du Sénégal.

Dans le cadre de ses actions contre l'insécurité alimentaire, la FAO a lancé avec l'Association mondiale des radios communautaires (AMARC) et le Réseau des radios rurales des pays en développement (RRRPD) une initiative conjointe pour constituer un réseau mondial des radios communautaires.

Le Programme des Nations unies pour le développement (PNUD) a mis en place, en collaboration avec le gouvernement du Niger, un programme pilote de mobilisation de l'information et du savoir pour lutter contre la pauvreté. Ce programme prévoit d'implanter, dans les zones les plus déshéritées du pays, des radios communautaires et des centres d'information pour le développement avec accès à Internet, le tout alimenté par l'énergie solaire ! Des initiatives similaires sont prévues pour d'autres pays africains.

Nous n'avons pas assez de recul pour évaluer la pertinence et l'efficacité de ces dispositifs. Toutefois, il faut éviter d'avancer à marche forcée et de se laisser griser par la toute-puissante technologie. Ce serait au détriment de ce qui fait aujourd'hui la force des radios rurales : leur proximité, leur capacité à accompagner les communautés sur le chemin de leur émancipation. À leur rythme.

En tous cas, pour les esprits chagrins qui prédisaient la fin de la radio rurale dans les années 80, qu'ils sachent qu'elles se portent mieux que jamais...

Bonne chance à la radio rurale !

Une fiche d'information contenant une liste de publications, de guides et de contacts est disponible avec l'édition en ligne de cet article : [www.agricta.org/Spore/spore97/spore97f\\_dossier.html](http://www.agricta.org/Spore/spore97/spore97f_dossier.html) et auprès de Spore, PO Box 121, 6700 AC, Wageningen, Pays-Bas

## Du fromage pour les Nigériens

■ Près de cent paysans nigériens, soutenus par Karkara, une ONG locale, produisent du fromage à partir du lait de dromadaires. Il est difficile de faire du fromage avec ce lait, car il ne coagule pas bien en raison d'un pH élevé et d'une faible teneur en certaines enzymes. Certaines tribus sahariennes utilisent des parties de l'estomac des lapins du désert, qui contiennent des pepsines, pour améliorer la coagulation. Karkara a mis au point et produit une substance appelée camiflope, qui stimule aussi le processus de coagulation lorsqu'on l'ajoute au lait. De surcroît, l'ONG a mis en place un système de commercialisation du fromage sur les marchés urbains locaux.

📍 Karkara  
BP 2045, Niamey, Niger  
Fax : + 227 75 30 23  
E-mail : karkara@intnet.ne

## Témoignages d'en haut

■ L'année internationale de la montagne bat son plein ; il était donc essentiel que les populations des montagnes puissent s'exprimer. Sur le site Internet [www.mountainvoices.org](http://www.mountainvoices.org) géré par Panos, vous trouverez les témoignages de populations vivant dans une douzaine de montagnes à travers le monde. Par exemple, 30 villageois du district de Wollo, au nord de l'Éthiopie, disent ce qu'ils pensent de la réduction de la capacité de production de leurs systèmes d'exploitation. Les populations du centre du Lesotho expliquent comment l'édification du barrage de Mohale a affecté leurs conditions de vie et comment elles pratiquaient l'agriculture en montagne avant leur déplacement forcé.

## Guetteurs de pesticides

■ Si vous voulez introduire vos productions horticoles sur les marchés européens, vous ne pouvez pas vous contenter de les emballer et de les transporter. Vos fruits et légumes doivent satisfaire bien des critères ; non seulement ils ne peuvent être atteints d'aucun parasite, mais ils ne peuvent pas non plus dépasser le taux maximum autorisé de résidus de pesticides (MRL). COLEACP, l'agence qui stimule le commerce des produits horticoles entre les exportateurs ACP et les importateurs de l'UE, a lancé le Programme initiatives pesticides (PIP). Elle fournit en ligne des bases de données détaillées sur les MRL en vigueur dans l'UE et dans chaque pays membre de l'Union. Les bases de données couvrent toutes les combinaisons cultures – pesticides en usage dans les pays ACP.

📍 COLEACP  
PIP 4, rue de la Presse  
B-1000 Bruxelles, Belgique  
Fax : +32 2 218 31 41  
E-mail :  
[coleacp.pesticides@wanadoo.be](mailto:coleacp.pesticides@wanadoo.be)  
Site Web : [www.coleacp.org](http://www.coleacp.org)

## Amer manioc



L'excès d'acide cyanhydrique dans le manioc peut causer des paralysies. Les thérapies peuvent soulager, comme ici dans la province de Nampula au Mozambique.

■ On ne peut pas sous-estimer l'importance du manioc dans le régime alimentaire de nombreuses populations, ni les effets du taux

parfois dangereusement élevé d'acide cyanhydrique (HCN) que le manioc contient. Une des conséquences de cette toxicité est le Konzo, une paralysie des jambes qui touche surtout les enfants et les jeunes femmes en Afrique de l'Est et du Centre. En période de sécheresse, les niveaux d'HCN dans le manioc sont plus élevés. En période de crise et de guerre, quand il y a moins d'aliments à disposition, la population est beaucoup plus dépendante du manioc qui demande moins d'intrants et d'attention. Le Konzo est endémique dans certaines zones. En Afrique de l'Ouest, la NAT (neuropathie ataxique tropicale) est plus répandue. C'est une maladie qui conduit à des difficultés à marcher, à des engourdissements, à la surdité et à la cécité.

Il n'y a pas de remède pour le Konzo, mais on peut l'éviter en

## Engrais de pierre

■ Le fumier et le compost sont des alternatives économiques aux engrais commerciaux, mais vous êtes peut-être assis sur un autre trésor qui se trouve dans votre terre et qui ne demande qu'à être utilisé : les roches phosphatées inorganiques. Utiliser la roche n'est pas nouveau en soi. Dans de nombreuses usines à travers le monde, les roches phosphatées sont traitées chimiquement (avec de l'acide sulfurique par exemple) pour dissoudre le phosphate et l'utiliser comme engrais pour les cultures. Au milieu des années 90, des chercheurs de l'Institut de recherche minière du Zimbabwe et de l'Université de Guelph au Canada ont mis au point un engin qui permet d'obtenir, en mélangeant des roches phosphatées avec un triple engrais super-phosphaté, des pastilles propres et faciles à utiliser. Une fois les pastilles répandues sur le sol, il suffit de les arroser pour qu'elles libèrent leur phosphate. Cet engin est d'emploi aisé et il est de plus en plus apprécié au Kenya et en Ouganda où des artisans locaux le fabriquent à un coût d'environ 200 US\$ (€ 230). Cette technologie est maintenant reproduite au Burkina Faso, au Mali et au Sénégal avec le soutien de l'ICRAF, du CRDI, de la Fondation Rockefeller et du programme Africa 2000.

Department of Land Resource Science  
University of Guelph  
Guelph, Ontario  
Canada N1G 2W1  
Fax : +1 519 824 57 30  
Email : [pvanstra@lrs.uoguelph.ca](mailto:pvanstra@lrs.uoguelph.ca)

réduisant la quantité d'HCN absorbée en consommant le manioc. Une solution est de varier l'alimentation, de remplacer le manioc en partie par d'autres denrées. Une autre solution consiste à améliorer la transformation du manioc : les méthodes traditionnelles comme le séchage au soleil et la fermentation en tas laissent beaucoup de substance toxique dans la farine de manioc. L'introduction de variétés contenant moins d'HCN est une autre solution possible. Toutes ces méthodes peuvent se combiner.

Comment mesurer le niveau d'HCN dans les plants et les produits à base de manioc et le niveau de thiocyanate dans l'urine (voir *Spore* 88) afin de prévenir le Konzo ? Dr J. Bradbury de l'Université nationale d'Australie a développé des kits de mesure simples, disponibles gratuitement sur demande.

De nombreuses variétés africaines de manioc sont amères et contiennent un taux élevé d'HCN, mais cette caractéristique est également utile, car elle écarte les insectes nuisibles. Dans le Pacifique, où l'on cultive les variétés douces, il n'y a pas de problèmes d'intoxication.

J. H. Bradbury  
School of Botany and Zoology  
Australian National University  
Canberra, ACT 0020, Australie  
Fax : +61 2 61 25 55 73  
E-mail :  
[Howard.Bradbury@anu.edu.au](mailto:Howard.Bradbury@anu.edu.au)  
Site Web :  
[www.anu.edu.au/BoZo/CCDN/](http://www.anu.edu.au/BoZo/CCDN/)

## Une nouvelle courge pour les agriculteurs

■ Plus saine et plus savoureuse, Barbara est une nouvelle variété de courge (*Cucurbita moschata*) qui ne laissera aucun petit producteur indifférent. Ce nouvel hybride riche en bêta-carotène et de saveur remarquable est arrivé récemment d'Afrique du Sud. Son rendement peut être de 35 % supérieur à celui des sélections à pollinisation libre connues, du fait qu'il produit des fruits sur une plus longue période. Actuellement la production, estimée à plusieurs milliers de tonnes par an, se développe bien en Afrique australe, mais la plante s'adapte mal hors de son climat tempéré d'origine.

La courge Barbara commence à être appréciée sur les marchés du Botswana, de Namibie, de Zambie

et du Zimbabwe et offre un potentiel d'exportation prometteur hors de la région.

Aux yeux du consommateur, son atout réside dans sa facilité d'utilisation. Elle se conserve bien, se cuisine de différentes façons et peut être facilement transformée en aliments pour bébés et en soupes, gâteaux et beignets.



## Pardon, où est la ligne de front ?

■ La demande croissante d'un marché urbain en plein essor pour les produits carnés favorise l'émergence d'une nouvelle puissance, en Afrique de l'Ouest et dans d'autres parties du monde : la révolution du bétail. Mais cela crée une nouvelle pression sur les maigres ressources en pâturages, qui s'ajoute aux pressions déjà existantes pour augmenter les superficies de production agricole.

Pour les agriculteurs locaux, une façon ingénieuse de s'attaquer à ce problème consiste à traiter les deux aspects en même temps, dans ce que l'on appelle un « système intégré agriculture-élevage ». Ces systèmes se caractérisent par une meilleure utilisation des résidus de récoltes pour

l'alimentation des animaux, une meilleure exploitation de la traction animale et une sédentarisation des producteurs pastoraux transhumants pour s'engager dans la production agropastorale. Mais comment conduire ces systèmes vers une production durable pour améliorer les conditions de vie et la gestion des ressources naturelles en Afrique de l'Ouest ? C'était le thème d'un séminaire organisé à Ibadan, Nigeria, du 19 au 22 novembre 2001, par le CIRDES du Burkina Faso, le CTA et les centres internationaux de recherche ILRI, IITA, ICRISAT et WARDA. Plus de 70 participants provenant de toute l'Afrique et des agences d'appui ont examiné comment ces systèmes pourraient

s'adapter à l'urbanisation, à la croissance démographique et à la mondialisation. En première ligne de leurs prédictions : les exploitations deviendront plus petites, puis se regrouperont au fur et à mesure que les gens émigreront vers les centres urbains ; il sera nécessaire d'intensifier la production de nourriture animale ainsi que les techniques permettant d'améliorer la productivité de la terre. Ce sont les forces du marché qui donneront l'impulsion, ont dit les participants, même si ce marché n'était pas représenté à la réunion. Une participante a d'ailleurs regretté l'absence des négociants dans le groupe. Ce sont de véritables mines de savoir, a-t-elle déclaré. En effet.

## Du local au mondial

■ Les interactions entre le local et le mondial sont le fil conducteur d'une conférence internationale sur « Les communes à l'ère de la mondialisation » organisée par l'Association internationale pour l'étude des biens communaux (IASCP), qui se tiendra du 17 au 21 juin 2002 à Victoria Falls, Zimbabwe.

IASCP Conference  
Centre for Applied Social Sciences  
University of Zimbabwe  
PO Box MP 167  
Mount Pleasant, Harare  
Zimbabwe  
Fax : +263 4 30 71 34  
E-mail : [iascp@cass.org.zw](mailto:iascp@cass.org.zw)  
Site Web : [www.indiana.edu/~iascp/2002.html](http://www.indiana.edu/~iascp/2002.html)

## Mon nom est personne

■ Si vous pêchez dans l'Ogooué, le plus grand fleuve du Gabon, vous avez toutes les chances d'attraper un « sans nom » (*Heterotis niloticus*). Ce poisson, qui peut atteindre 1 mètre de long, se nourrit de plancton et d'algues. Il a été introduit dans les rivières du Gabon au début des années 80, mais il a tellement prospéré qu'il s'est multiplié à l'excès et constitue désormais une nuisance, car il prive les autres espèces de leur nourriture, au grand dam des pêcheurs locaux. Le sans nom du Gabon porte un nom ailleurs : nok (Soudanais), N'diaguel (Wolof) et bali (Haoussa).

## Ça vaut plus que des clous

■ La Compagnie commerciale de l'État de Zanzibar (ZSTC) a relevé ses prix pour les clous de girofle en septembre 2001. Les clous de catégorie A rapportent maintenant 2 500 TSH shillings le kg contre 1 500 auparavant. Les autres catégories peuvent être vendues à des prix plus élevés à la ZSTC qui est le seul acheteur reconnu par le gouvernement. La hausse du prix est en partie due à la décision de suivre les tendances du marché mondial, mais elle contribue aussi à dissuader les ventes en contrebande hors du pays. Pour cette année, la récolte de clous de girofle, principale source de devises de l'île, est estimée à 5 000 t.

## Lancement d'un réseau sur l'irrigation

■ Un nouveau réseau en ligne, destiné à l'échange des expériences, des innovations et des résultats de recherche dans le domaine de la petite irrigation en Afrique de l'Ouest et du Centre a été récemment lancé par ARID (Association régionale sur l'irrigation et le drainage). Le site propose des études de cas dans 23 pays, des documents et des listes de discussion. Plusieurs centaines de membres se sont déjà inscrits pour échanger leurs expériences à travers le réseau.

Site Web : [www.hipponet.nl/arid-1](http://www.hipponet.nl/arid-1)

## L'épice des amoureux



Chaud devant ! Plantez-le vite, vendez-le vite, mais consommez avec modération.

■ Pour diversifier leur agriculture et tenter de conquérir de nouveaux créneaux d'exportation, plusieurs pays du Pacifique dont Fidji, Samoa et Vanuatu misent sur la culture du gingembre (*Zingiber officinale*). La production totale de gingembre dans le monde est de 250 000 tonnes par an. L'Inde, l'Indonésie et la Chine sont les plus gros producteurs, mais c'est en Jamaïque que l'on trouve la meilleure qualité. Aux Fidji, c'est le gingembre vert qui est le plus recherché, à la fois par les producteurs et les transformateurs. Il est récolté en avril et transformé en sirop pour l'exportation. En 2001, 1 700 t de gin-

gembre vert ont été récoltées et vendues à un prix moyen de 1US\$ le kg (1,15 €). Le gingembre mûr est récolté de juillet à septembre ; malgré une demande élevée tant sur les marchés locaux qu'à l'exportation, sa production a diminué, passant de 500 t au milieu des années 90 à seulement 180 t. Une des raisons est que les producteurs préfèrent le gingembre vert qui est relativement peu attaqué par les nuisibles et les maladies. Le gingembre mûr est sujet au pourrissement des racines dû à des nématodes et des bactéries.

Aux Samoa, le secteur du gingembre a ciblé le marché bio de Nouvelle-Zélande où il a obtenu

un écolabel de l'organisme de certification BIO-GRO. La culture du gingembre a démarré aux Samoa au début des années 80 ; les exportations ont commencé dix ans plus tard et ont régulièrement augmenté, passant de 3 modestes tonnes en 1997 à une prévision de 7 tonnes en 2001.

Le secteur du gingembre dans le Pacifique a encore quelques astuces à apprendre. Quelqu'un a-t-il pensé à imiter le Sénégal et la Côte d'Ivoire, qui produisent un tonique à base de gingembre ? Vous comprendrez mieux après en avoir bu un verre ou deux.

Ah ! Les multiples usages de *Spore* !

## Nouvelle chenille ravageuse

■ Une chenille relativement nouvelle cause des ravages au Congo. Depuis 1999, cette chenille, non identifiée, a infesté les avocatiers, les anones (pommes-cannelles), les goyaviers, les bananiers et les palmiers à huile. Elle se colle sous les feuilles et les fruits ; les plantes affectées flétrissent et meurent. Aucun pesticide connu ni aucune méthode ne permet encore de lutter contre cette chenille. Des spécimens sont en cours d'analyse à l'Institut international d'agriculture tropicale.

✉ G Bani  
PNLB – DGRST  
BP 2499, Brazzaville  
Congo  
Fax : + 242 81 29 20

## Les racines de l'info?

■ Plus de trois cents cultivateurs de tubercules ainsi que des chercheurs se retrouvent régulièrement pour échanger des informations sur le site RootcropsNet. Ce forum de conseils sur les cultures de tubercules tropicaux est particulièrement utile pour les services de recherche et de vulgarisation, les organisations scientifiques et académiques (y compris les écoles), les ONG et les cultivateurs.

Site Web :  
<http://groups.yahoo.com/group/RootcropsNet>

## Les coopératives possèdent une partie du Web

■ Depuis le 30 janvier 2002, les organisations coopératives peuvent enregistrer leur propre adresse sur Internet. Au lieu d'un simple point.com ou point.org, elles peuvent être point.coop. Parmi les coopératives déjà inscrites, on trouve les producteurs fruitiers des Caraïbes, les producteurs de lait en Inde et l'association mongole de coopératives d'éleveurs privés. Tous les détails sur [www.coop](http://www.coop), tout simplement.

## Une montagne d'échanges

■ La conférence internationale de l'Association africaine des montagnes (AMA) se tiendra à la mi-août 2002, à Moshi, Tanzanie. Elle examinera les voies et moyens pour promouvoir la conservation et le développement durable des ressources des montagnes africaines.

✉ AMA  
F N Gichuki  
c/o Department of Agricultural Engineering  
University of Nairobi  
PO Box 30197  
Nairobi, Kenya  
E-mail : [Fgichuki@cglar.org](mailto:Fgichuki@cglar.org)

## Précieux goutte à goutte



Des partenaires privés dans le domaine public, ça coule de source.

■ Même lorsqu'elle est rare, l'initiative privée trouve toujours sa place, tout comme le moindre filet d'eau trouve toujours un espace à remplir. Voyez ce qui s'est passé à la fin des années 80 en Afrique subsaharienne. Là où des systèmes d'irrigation avaient été installés, les opérateurs publics se retiraient en toute hâte pour enrayer les pertes financières liées à des performances médiocres. C'est alors que

le secteur privé est entré en scène, sous la forme d'initiatives commerciales ou communautaires. À la surprise de certains observateurs, les projets d'irrigation développés et gérés par le privé se sont révélés viables. Et les petits projets informels mis en place par des groupes de femmes ou des associations paysannes réussissent aussi bien que les grands périmètres irrigués bien équipés.

## Quand le Malawi voit rouge

■ Ces dix dernières années, le Malawi a fortement encouragé la culture du paprika pour diversifier la production agricole du pays. C'est une bonne alternative au tabac, « l'or vert » du pays et principale source de devises depuis des années, mais dont les ventes sont incertaines en raison de la chute de la consommation du tabac à travers le monde.

Les producteurs de paprika, presque tous petits cultivateurs individuels, cultivent et exportent actuellement 1,5 millions de kg de paprika par an et la production peut encore progresser.

Cette production est exportée dans la région (Zambie, Afrique du Sud, Zimbabwe), aux États-Unis et en Europe, notamment en Espagne, pour être utilisée comme épice ou comme colorant alimentaire.

Pour organiser plus efficacement la production, la transformation et l'exportation, l'Association du paprika du Malawi a mis en place des associations de petits cultivateurs – 36 en tout à ce jour.

Grâce à ces associations, les cultivateurs ont gagné la confiance des fournisseurs d'intrants, notamment les sociétés d'engrais, qui ont

Cette tendance ainsi qu'une impressionnante série d'expériences en Afrique ou dans des pays plus lointains comme la Bolivie ont été examinées dans un séminaire régional sur le développement de l'irrigation et la participation du secteur privé. Il s'est tenu à Accra, Ghana, en octobre 2001, sous le patronage du CTA, de la FAO et du Plan Colombo et avec les agences de gestion de l'eau IWMI et IPTRID. Plus de 80 participants venus de 20 pays d'Afrique subsaharienne ainsi que les partenaires au développement y ont exploré des thèmes comme l'accueil des nouveaux opérateurs, le transfert des responsabilités des États vers des organismes privés, les besoins en formation et – question essentielle pour beaucoup – la mise en place de modèles financiers stables pour réaliser des bénéfices.

accepté de les fournir à crédit. Les associations ouvrent des comptes en banque pour drainer l'épargne des membres qui peuvent l'utiliser pour des prêts complémentaires. Les associations offrent aussi un avantage pour la commercialisation, car il est toujours plus facile de grouper les productions et de les vendre en quantité aux compagnies d'exportation. Le prix du paprika varie de 0,34 € à 1,40 € le kg, selon la qualité. La constitution des associations a impressionné le gouvernement danois qui leur a accordé une subvention de 18 millions de Kwachwa du Malawi (300 000 €) pour qu'elles se renforcent.

## Un désir biologique de gagner

■ Les rues de Londres sont pavées d'or, disait, il y a trois cents ans, un conte anglais sur un paysan venu à la ville. Il semble qu'aujourd'hui les gens ont envie de croire que les rayonnages des épiceries de Londres, New York, Milan et Tokyo sont bordés d'or. Ils n'ont peut-être pas entièrement tort.

La demande occidentale pour les fruits et légumes bio pousse les producteurs des pays ACP et d'ailleurs à s'organiser pour prendre pied sur ce marché d'avenir. Pour ce faire, plus de 170 négociants, producteurs, chercheurs et représentants d'organismes d'appui se sont retrouvés à Port-of-Spain, Trinité et Tobago, pour une

conférence sur la diversification des exportations agricoles par le développement de l'horticulture biologique. Ils venaient du Cameroun, de Malaisie, de 17 pays et départements caribéens, de 11 pays d'Amérique centrale et du Sud et de 8 pays d'Amérique du Nord et d'Europe.

L'étude sur *les marchés mondiaux des fruits et légumes biologiques* (voir Publications) commandée par la FAO, le Centre international du commerce et le CTA a été présentée à cette occasion. Ces institutions organisaient la conférence en collaboration avec le Centre pour le développement de l'entreprise, l'Institut interaméricain pour la

coopération agricole, CAB International et le ministère de la Production alimentaire et des Ressources maritimes de Trinité.

Les débats animés ont débouché sur des propositions concrètes pour des normes nationales, des certifications régionales, des services d'information et des mesures spécifiques pour les petits producteurs désireux de se convertir au biologique. Mais n'aurait-ils pas oublié quelque chose ? Des études empiriques, menées fin 2001 dans plusieurs villes occidentales, montrent que les espaces de vente de produits biologiques sont en diminution ; la croissance du marché marque peut-être le pas. Mais c'est un marché, et si vous le pouvez, vous devez essayer de le capturer.



## Les OP s'organisent

■ Le développement des organisations et associations paysannes est l'un des changements les plus spectaculaires intervenus ces derniers temps dans le paysage rural. Au niveau local, ces organisations ont complété ou même repris les attributions des organismes de vulgarisation, des offices de commercialisation et des coopératives, en assurant des tâches comme le conseil, l'organisation financière, la commercialisation, la représentation.

Aux plans national et mondial, leurs fédérations ont trouvé leur place dans les organismes de consultation et de décision, comme les assemblées nationales, les sénats ou l'Assemblée générale des Nations unies. Pas toujours avec plein succès : « Nous sommes invités, nous sommes écoutés, mais sommes-nous entendus? », se demandait un des participants du séminaire organisé par

le CTA à Douala, Cameroun, en décembre 2001 sur le thème des stratégies de gestion d'information et de communication des organisations paysannes faitières.

Les formes d'organisation sont variables. Elles sont quelquefois très formelles et empreintes d'un juridisme rigide ; elles peuvent aussi être théoriquement fédérales, mais ne pas disposer de véritables réseaux ; elles se sont parfois auto-constituées en ONG et ont conquis de haute lutte leur représentativité ; d'autres enfin sont profondément démocratiques et transparentes depuis leur création.

Leur position particulière par rapport à leurs membres leur confère une mission spécifique en termes de communication. Elles constituent un point de référence dans les flux d'information bi- ou multidirectionnels. Elles peuvent traduire cette information, souvent au sens propre du terme, la

transmettre à d'autres réseaux ou aller la recueillir, l'analyser et la reformuler pour leurs membres ou pour des usagers extérieurs. Qu'il s'agisse de techniques culturelles, de stockage, d'intrants, de finances ou de commercialisation, leur rôle est toujours de mettre en relation l'offre et la demande.

Pendant une semaine de travaux intenses et très conviviaux, plus de 60 délégués d'organisations faitières provenant de toute l'Afrique et de partenaires au développement ont échangé leurs expériences et aspirations et ont élaboré des plans pour continuer à avancer ensemble. Parmi les priorités : une série de mesures de renforcement des capacités en édition, en logistique de la communication, dont Internet, et en radio rurale.

Avec ces outils, le monde les verra, les lira et les entendra de plus en plus.

## Bon pied, bon œil, bon Web

■ Un atelier de CTA en Guyane, en décembre 2001, a clôturé une série de trois sessions de formation sur la conception et la maintenance des sites Internet pour le personnel d'agences d'information agricole. Ces sessions de deux semaines, dont deux avaient eu lieu plus tôt dans l'année au Zimbabwe et au Kenya, étaient conçues pour accueillir une vingtaine de participants.

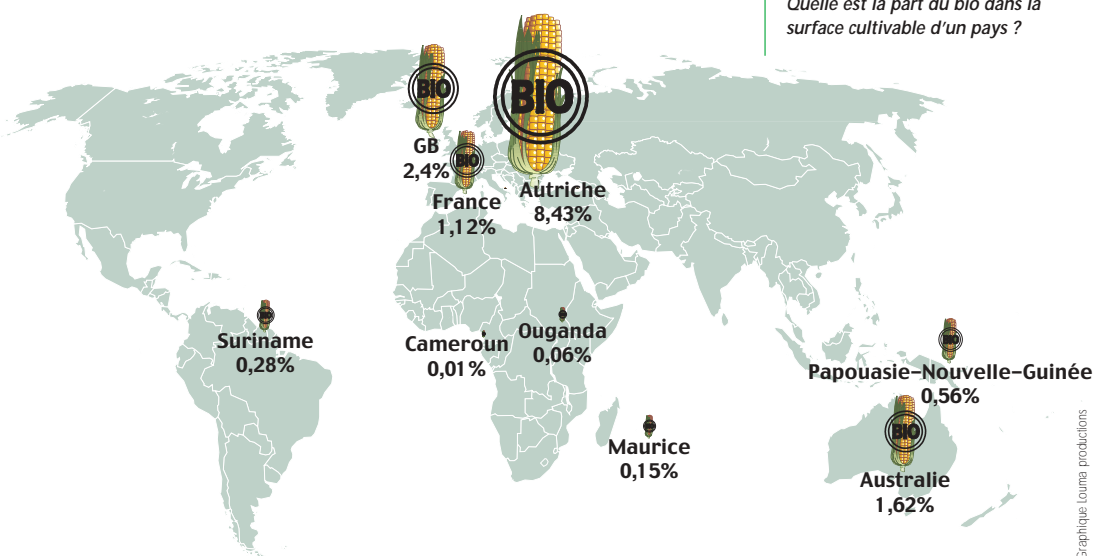
## L'or noir relance l'or brun

■ La Guinée équatoriale fait désormais partie du groupe des plus grands producteurs de pétrole – elle espère devenir le quatrième plus gros exportateur d'ici à cinq ans – et cela a une incidence sur la relance du cacao. Lauréate de plusieurs prix internationaux ces dernières années, la culture du cacao a attiré des négociants et des travailleurs du secteur pétrolier, qui ont activement investi dans leurs villages d'origine, non pas en résidences secondaires, mais en parcelles de cacao non déclarées et hautement rentables. L'or pousserait-il aussi sur les arbres?

Source : Jeune Afrique, 22 octobre 2001

## Un sur des millions

Quelle est la part du bio dans la surface cultivable d'un pays ?



■ Au milieu de l'agitation à propos de l'agriculture biologique, une question : quelle superficie de terre est consacrée à ce modèle de bonne agriculture ? Eh bien ! Tout dépend de la définition, mais selon une enquête détaillée réalisée par la fondation allemande Écologie et Agriculture, c'est l'Australie qui arrive en tête avec 7,6 millions d'hectares, suivie par l'Argentine (3 millions) et l'Italie (1 million). Ce sont des superficies importantes, certes, mais si on les traduit en pourcentage de la surface cultivable totale, elles sont loin d'être

impressionnantes et se réduisent même à des têtes d'épingles sur une carte. Les niveaux les plus élevés, même s'ils restent modestes, se trouvent en Europe, où les méthodes biologiques sont bien organisées et reconnues. De ce point de vue, la Papouasie-Nouvelle-Guinée et le Suriname sont en tête des pays ACP.

En ce qui concerne l'Afrique, il faut nuancer le tableau. Dans l'étude, les données sur des pratiques reconnues étaient rares, mais les rédacteurs admettent qu'une part importante de la pro-

duction agricole africaine répond aux critères de l'agriculture biologique. La certification est rarement demandée, car elle est assez coûteuse. L'intérêt de l'Afrique pour une agriculture biologique organisée se confirme toutefois, car les prix forts pratiqués sur le marché international sont attractifs.

La comparaison entre pays de différentes régions n'est pas réellement intéressante, précisent les rédacteurs, vu les différences d'intensité de production et les différences entre les produits cultivés.

## Je me connecte, donc je pêche

■ A la suite de l'article largement utilisé *Je me connecte, donc je suis*, paru dans Spore 92, à propos de l'utilisation des téléphones mobiles par les cultivateurs ACP, le président de l'Union des pêcheurs du Sénégal nous a dit comment ses adhérents utilisaient le téléphone portable lorsqu'ils pêchent loin des côtes. Ils peuvent s'informer sur le port ou la plage qui pratique les meilleurs prix, échanger des informations entre bateaux sur la localisation des bancs de poissons et même... suivre les résultats des matchs de foot – pendant leurs pauses, sûrement.

## La pub et la vente

■ Internet donne un nouveau sens au dicton « votre marché, c'est le monde ». Même si vous ne pouvez pas vous connecter vous-même, il y aura toujours une organisation en mesure de le faire pour vous. Allez donc faire un tour sur le site [www.la-vague.net](http://www.la-vague.net), qui montre comment plus de 20 producteurs de l'océan Indien commercialisent désormais leurs produits à l'échelle mondiale. Regardez aussi du côté de Manobi, une nouvelle société sénégalaise qui offre une plateforme de services commerciaux en ligne pour les producteurs et distributeurs de produits agricoles tropicaux frais.

Site Web : [www.manobi.net](http://www.manobi.net)  
E-mail : [contact@manobi.net](mailto:contact@manobi.net)

## Écotourisme

## Champs avec vue

**P**our devenir un acteur à part entière dans le nouveau secteur de l'écotourisme vous devez bien vous préparer et être très persévérant, sans pour autant perdre de vue vos autres tâches agricoles.

Une des rares initiatives qui prenne réellement en compte le point de vue de la communauté hôte est le *Community Tourism Guide* qui propose quelques réponses et valorise des initiatives communautaires en Afrique, aux Caraïbes, dans le Pacifique, en Asie et en Amérique latine. Il décrit la mise en place de ces entreprises et comment elles sont parvenues à se maintenir sur le marché.

*Community Tourism Guide : Exciting Holidays for Responsible Travellers*, par M. Mann, publié par Tourism Concern/Earthscan, 2000, 208 pages, ISBN 1853836 818. GBP 7,99 · € 12,80 plus

port. Earthscan, 120 Pentonville Road, London N1 6HN, Angleterre. Fax : +44 20 7278 1142; e-mail : orders@earthscan.co.uk ; Site Web : www.earthscan.co.uk

Tourism Concern peut aussi vous indiquer où envoyer vos demandes spécifiques et – si vous avez un e-mail – vous brancher sur Fair Trade and Tourism, le réseau mondial des membres des communautés hôtes, des tour-opérateurs et autres intervenants dans le secteur.

Contact : Tourism Concern, Stapleton House, 277-281 Holloway Road, London N7 8HN, Angleterre. Fax : + 44 20 77 533 331; e-mail : info@tourismconcern.org.uk ; Site Web : www.tourismconcern.org.uk

Le programme régional pour la Conservation et utilisation rationnelle des écosystèmes forestiers de l'Afrique centrale (ECO-FAC) dispose d'une bonne série

d'études de cas dans sept pays, en français et en anglais.

ECOFAC, Cellule de coordination, B.P. 15115, Libreville, Gabon ; fax : +241 73 23 45 ; e-mail : coordination@ecofac.org ; Site Web : www.ecofac.org

Tous ces réseaux peuvent vous aider à repérer des initiatives locales proches de chez vous. Notez particulièrement deux organisations locales typiques qui peuvent vous en dire plus sur la croissance des organisations communautaires. La Namibia Community Based Tourism Association (NACOBTA), créée en 1995, comprend 45 membres qui ont notamment conclu un accord de coentreprise entre opérateurs et communautés sur la base d'un partage des revenus. NACOBTA, PO Box 86099, Windhoek, Namibie. Fax : +264 61 222 647 ; e-mail : info@nacobta.com.na ; Site Web : www.nacobta.com.na. La Gambian Association of Small Scale Enterprises in Tourism (ASSET) est une magnifique initiative destinée à faire bénéficier les communautés locales des profits réalisés. Cette expérience peut servir de solide

modèle. ASSET, PO Box 4587, Serrekunda, Gambie. Fax : +220 466 180 ; e-mail : asset@qaned.gm

ASSET est représentée dans le groupe de travail sur l'écotourisme mis en place par le Programme des Nations unies pour l'environnement qui coordonne, avec l'Organisation mondiale du tourisme (OMT), l'année mondiale de l'écotourisme sous l'égide des Nations unies.

PNUE DTIE Programme tourisme, 39-43, Quai André Citroën, 75739 Paris Cedex 15, France. Fax : +33 144 371 474 ; e-mail : unep.tie@unep.fr ; Site Web : www.unep.org/pc/tourism/ecotourism/home.htm

L'organisation mondiale du tourisme offre des conseils avisés pour les communautés hôtes dans ses publications, notamment Sustainable Development of Ecotourism: A Compilation of Good Practices, WTO, 2001. ISBN 92 844 0478 9. € 30. WTO, Capitán Haya 42, 28020 Madrid, Spain. Fax : +34 91 571 37 33 ; e-mail : infoshop@world-tourism.org ; Site Web : www.world-tourism.org/sustainable/IYE-Main-Menu.htm

## Un forum qui déplace des montagnes



2002 est l'année internationale de la montagne (voir aussi Spore 96), mais les montagnes sont sous le feu des projecteurs depuis bien longtemps. Le Forum de la montagne, un réseau mondial pour tous ceux qui aiment la montagne, y travaillent ou y vivent, a été mis en place en 1995 pour collecter et partager le savoir et l'information sur les zones montagneuses : différences de cultures, de systèmes de production agricole, de ressources naturelles. Le Forum met en relation plus de 3000 individus et institutions, comme l'Institut de la montagne aux États-Unis, le Centre international pour un développement intégré de la montagne (ICIMOD) au Népal, le Centre international de la pomme de terre (CIP) au Pérou, et le Centre international de recherche en agroforesterie (ICRAF) au Kenya.

Une bonne part des travaux du réseau est disponible sous forme imprimée, même si l'essentiel de

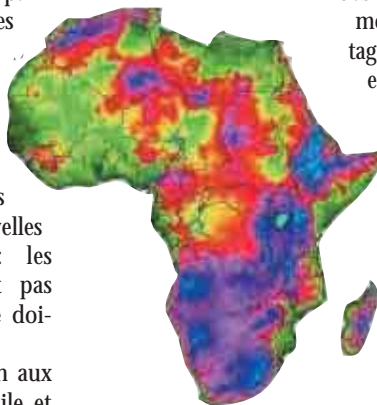
la communication se fait par l'électronique. Le Forum abrite des listes de discussion électroniques avec modérateur et des conférences électroniques sur des sujets comme la gestion des ressources naturelles, le tourisme, la législation sur les montagnes et les énergies renouvelables. Certaines listes traitent de régions spécifiques, notamment l'Afrique. D'autres sont thématiques : genre, géographie, conservation des matériels génétiques *in situ*.

Des questions et informations peuvent y être envoyées, par exemple sur l'utilisation des plantes, sur des zones montagneuses spécifiques, sur les bourses d'études et formations, les vacances de postes, les annonces de conférences, les études de cas et les nouvelles publications. (Attention : les fichiers attachés ne sont pas acceptés et les messages ne doivent pas dépasser 25 KB).

L'adhésion et l'inscription aux listes de discussions est facile et

gratuite. Vous n'avez qu'à envoyer un message e-mail sans texte à la liste à laquelle vous voulez participer (par exemple : *subscribe-mtn-forum@lyris.bellanet.org* ; *subscribe-mf-women@lyris.bellanet.org* ; *subscribe-mf-africa@lyris.bellanet.org* ; *subscribe-mf-asia@lyris.bellanet.org*). Toutes les listes de discussion sont affichées sur le site Internet du Forum de la montagne [www.mountainforum.org](http://www.mountainforum.org). Le site propose une liste complète des membres avec leurs coordonnées et leurs centres d'intérêt.

Vous pouvez aussi y consulter l'Atlas des montagnes et la



bibliothèque du forum qui compte plus de 7000 publications : 2000 en texte intégral, le reste en résumés bibliographiques. Les publications imprimées du Forum comprennent trois bulletins par an et des documents thématiques condensés basés sur les conférences électroniques, comme *Législations et populations des montagnes*, *Populations des montagnes, forêts et arbres* et *Montagnes, énergie et transport* (5 US\$ ou 5.70 € par document pour les pays ACP).

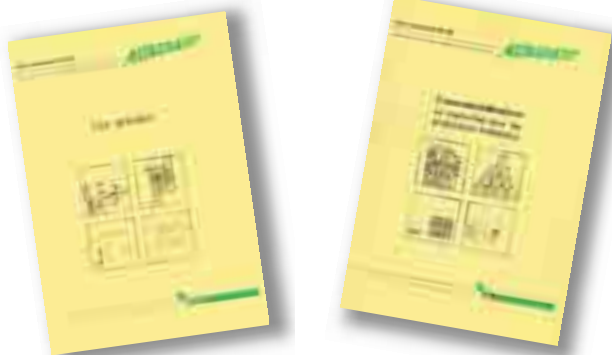
Secrétariat exécutif du Forum de la montagne et point focal pour l'Asie et le Pacifique  
S/c ICIMOD, G O P Box 3226, Katmandu, Népal  
Fax : +977 1 524 509  
E-mail : secretariat@mtforum.org  
Site Web : www.mtnforum.org

Point focal pour l'Afrique  
S/c ICRAF Headquarters, PO Box 30677, Nairobi, Kenya  
Fax : +254 2 52 45 01  
E-mail : info@anmf.mtnforum.org  
Site Web : www.mtnforum.org/anmf

Moderateur du Forum de la montagne  
S/c The Mountain Institute, 245 Newman Avenue, Harrisonburg, VA 22801, États-Unis  
Fax : + 1 540 437 04 94  
E-mail : mfmmod@mtforum.org

# Publications

## Du grenier au marché



Deux nouveaux guides pratiques sont parus dans la célèbre collection Agrodok. Le premier décrit les banques de céréales ou greniers communautaires qui se sont beaucoup développés depuis les années 70, souvent sous forme de coopératives, comme un moyen d'obtenir de meilleurs prix et d'atténuer les pénuries. Ce manuel explique comment réaliser et gérer une coopérative de stockage, tenir les

registres de compte et maintenir une bonne atmosphère de travail. Il montre également comment un grenier bien géré peut devenir une banque coopérative villageoise et conclut par des études de cas en Zambie et au Mali.

L'Agrodok sur la commercialisation présente les concepts et les étapes élémentaires du marketing et de la vente des produits agricoles. Le stockage n'est pas toujours aisé et peut affecter la quali-

té, mais il permet d'obtenir de meilleurs prix plus tard dans la saison, lorsque les denrées se font plus rares. Transformer un produit augmente sa valeur et si vous le présentez dans un joli emballage, il attirera encore plus de consommateurs. C'est très bien, tout ça, mais ça coûte. Le manuel aborde aussi les questions de financement : comment calculer les coûts et les bénéfices, déterminer le prix de vente et décider quand un emprunt peut être utile pour améliorer vos équipements ou vos ventes.

**Les greniers**  
Par M Hoogland & P Holen.  
Agromisa - CTA, Agrodok N° 25.  
2001. 86 pages.  
ISBN 90 72746 98 8  
N° CTA 1052, 5 unités de crédit

**Commercialisation - Le marketing pour les producteurs artisanaux**  
Par A de Veld.  
Agromisa - CORDAID - CTA.  
Agrodok N° 26. 2001.  
84 pages. ISBN 90 77073 04 3  
N° CTA 1061, 5 unités de crédit

## Équilibre et conciliation

■ Quand les gens utilisent le terme « énergie renouvelable », ils pensent souvent à des énergies qui, en fait, ne sont pas renouvelables, mais qui sont plutôt, à l'échelle humaine, inépuisables : l'énergie solaire, le vent et les marées.

Soyons clairs : dans ce livre-ci, les auteurs qualifient de « renouvelables » certaines ressources physiques que l'on peut utiliser encore et encore. À une condition : que le comportement humain change, pour s'assurer que leur exploitation se fasse sous un certain contrôle et avec précautions. Les forêts, l'eau, la faune et la flore (ou le gibier), la vie aquatique et les terres marginales en sont les meilleurs exemples et leur gestion est ici l'objet d'une analyse sérieuse et approfondie.

Le message le plus clair est que la clé du renouvellement des ressources est la conciliation et la recherche d'un équilibre entre les besoins caloriques et protéiniques (énergies en aliments et combustibles) de la population d'aujourd'hui et ceux des générations futures. Certains pensent que les interventions humaines dans la nature sont maladroites et destructrices et constituent une évolution honteuse. L'artificialisation de l'agriculture au Burkina Faso en est donnée comme illustration. Ceux-là seront satisfaits de ce livre qui développe l'idée que d'autres interventions, notamment celle que l'on appelle bizarrement « modélisation multi-agents », peuvent être moins nocives. Des études de cas en Afrique, en Amérique latine et en



Asie montrent comment la parti-

cipation offre les garanties les plus sûres de conciliation. Dans un pastiche involontaire du slogan malgache « Pas de santé sans thé », les rédacteurs écrivent « pas de développement durable sans ressources renouvelables ». Les vingt-quatre articles nous montrent comment laisser les ressources se renouveler par elles-mêmes.

**Du bon usage des ressources renouvelables**  
Éditeurs scientifiques Y. Gillon, C. Chaboud et al. Éditions IRD, Paris, 2000. 471 pages.  
ISBN 2 7099 1458 1  
€ 27,44  
Service diffusion Éditions IRD  
32 avenue Henri-Varagnat,  
F- 93143 Bondy cedex  
France  
Fax : +33 148 027 909  
E-mail : diffusion@bondy.ird.fr  
Site Web : www.ird.fr

Les livres publiés par les éditeurs des pays ACP sont toujours bienvenus dans cette rubrique. Nous invitons vivement tous les professionnels locaux à nous faire parvenir leurs ouvrages.

## Qui gère l'eau ?

Une intéressante série de communications sur l'évolution, depuis quelques décennies, des modèles de gestion des eaux d'irrigation où des approches agronomiques, techniques et institutionnelles considèrent les zones d'irrigation comme des ensembles sociotechniques dynamiques, avec leurs propres différences et leurs diversités d'acteurs.

Gestion de l'eau agricole. Actes d'un séminaire CTA, Cordoba, Espagne, 20-25 septembre 1999  
CTA, 2001. 224 pages.  
ISBN 92 9081 2524  
N° CTA 1048, 20 unités de crédit

## Un souffle de changement

Tous les acteurs de l'agriculture des pays ACP étaient là pour apporter leur contribution à ce séminaire du CTA organisé en 2000 et qui a pris des options de partenariats. Ces partenariats constituent – on le mesure aujourd'hui rétrospectivement – un tournant dans la coopération agricole et rurale. Ce document en est le témoin.

L'information pour le développement agricole et rural des pays ACP : nouveaux acteurs, nouveaux médias et thèmes prioritaires. Rapport de synthèse du séminaire du CTA.  
CTA, 2001. 26 pages.  
ISBN 92 9081 2508  
N° CTA 1051, 5 unités de crédit

## La pêche aux données

■ Pour répondre aux besoins d'information des programmes d'aménagement de la pêche, ce document fournit des directives à l'intention des gestionnaires et praticiens de la pêche à tous niveaux (cadres supérieurs et moyens, techniciens). Les ressources halieutiques sont-elles exploitées à un niveau qui assure un rendement durable ? La production de poisson répondra-t-elle aux besoins de sécurité alimentaire à moyen terme ? Y a-t-il des conflits entre les sous-secteurs de la pêche ? Établies à l'occasion d'une consultation FAO/Danida en Thaïlande en 1998, ces directives permettront une collecte motivée et transparente des données.

Directives pour la collecte régulière de données sur les pêches de capture.  
FAO, Rome. 2001. 123 pages.  
FAO document technique sur les pêches N° 382.  
ISBN 92 5 204304 7  
Prix : US\$ 16 • € 18,55  
FAO - Sales and Marketing Group  
Information Division  
Viale delle Terme di Caracalla,  
00100 Rome, Italie  
Fax : +39 06 5705 3360  
E-mail : publications-sales@fao.org

## Devoir de mémoire

■ Voici un travail soigneux de capitalisation des données sur les principaux acteurs de l'agriculture au Burundi, qui pourrait inspirer des répertoires similaires dans d'autres pays. Ce fichier, édité avec un appui du CTA, comprend les institutions financières, de formation et de recherche, ainsi que les médias, les ministères et autres organismes publics, le privé, les ONG, les projets et les partenaires internationaux. Les coordonnées, le nom des responsables et les principales activités figurent sur la fiche de chaque institution. On peut aussi les retrouver grâce à un index des sigles, des institutions et des personnes.

Un répertoire universel qui couvre tout, ça n'existe pas, mais on reconnaît un bon répertoire au fait qu'il permet, en esquissant la carte du paysage connu, de repérer les lacunes qui, par définition, se trouvent dans les secteurs les moins organisés comme le secteur informel et les associations locales. En voici la preuve.

Répertoire National des  
Organisations du Secteur  
Agricole: Cas de Burundi  
Institut de Recherche  
Agronomique et Zootechnique  
(IRAZ). 2001. 183 pages.  
IRAZ  
s/c C.E.P.G.L  
B P 91 Gitega  
République du Burundi  
E-mail : iraz@cbinf.com

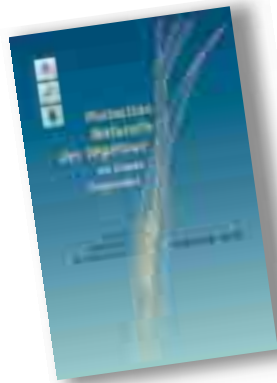
## Les OGM discutés

■ Le bureau africain du réseau Pesticide Action Network (PAN) – Africa propose une version française des actes du premier atelier international sur les effets écologiques des cultures transgéniques, organisé à l'Université de Berkeley en Californie en mars 2000 ; 21 scientifiques venant d'universités, de centres internationaux de recherche agricole ainsi que des ONG et un organisme privé y avaient participé. Les interactions entre la sécurité alimentaire et la biotechnologie, les aspects sanitaires et environnementaux, les risques de transmission à d'autres espèces et la pertinence des alternatives ont été passés en revue. En matière d'OGM, les publications sont plus souvent partiales qu'informatives. Ce document n'échappe pas à la partialité, mais il parvient quand même à nous informer sur les principaux enjeux.

À noter aussi que le PAN – Africa vient de sortir un guide technique « *Qu'est-ce que l'agriculture biologique ?* »

Le génie génétique en agriculture.  
Mythes, risques pour  
l'environnement et alternatives  
Institute for Food and  
Development Policy/ PAN, Dakar.  
2001. 123 pages. Prix : € 11,60  
PAN Africa  
BP 15938, Dakar-Fann, Sénégal  
Fax : +221 825 4914  
E-mail : panaf@sentoo.sn

## Protection au naturel



■ Comme la plupart des plantes auxquelles il est consacré, ce livre est une belle fleur vivace. La nouvelle édition de *La protection naturelle des cultures tropicales* ressemble peu à celle de

1986, qui avait acquis une place de choix dans (et hors) l'étagère des cultivateurs et de leurs conseillers.

Le contenu de base a été élargi. Après une description des nuisibles qui s'attaquent aux différentes cultures, l'auteur explique les principales méthodes naturelles de protection des champs, comme les cultures intercalaires ou les plantes repoussant les insectes, puis les mesures de protection des stocks, y compris l'emploi de substances d'origine animale ou végétale.

D'une mise en pages exemplaire, cette nouvelle édition bien illustrée propose, entre autres nouveautés, un glossaire, des références Internet, une bibliographie détaillée et huit études de cas qui

expliquent comment aider les agriculteurs à adopter des méthodes naturelles de lutte contre les nuisibles. « Comme tout un chacun, rappelle l'auteur, les agriculteurs cherchent des avantages et du profit ». C'est ce réalisme élémentaire qui a fait le succès du livre voici quinze ans ; la nouvelle version a encore de beaux et bons jours devant elle.

La protection naturelle des cultures tropicales. Quand l'information se transforme en réalité.  
Par G Stoll, Margraf Verlag –  
AGRECOL - CTA, 386 pp, 2002.  
ISBN 3 8236 1317 0  
Margraf Verlag, PO Box 1205  
97985 Weikersheim, Allemagne  
Fax : +49 7934 8156  
E-mail : margraf@compuserve.com  
N° CTA 1069, 40 unités de crédit

## Les marchés bio sous la loupe

■ *Les marchés mondiaux des fruits et légumes biologiques* est un guide sérieux et détaillé qui devrait intéresser tout négociant, exportateur ou producteur.

Quelles sont les exigences des grands marchés à l'exportation des produits bio ? Quelles sont les caractéristiques des marchés autrichien, belge, danois, allemand, italien, japonais, néerlandais, suédois, suisse, anglais et américain ? Qui certifie quoi, que signifient les étiquettes, qui sont les concurrents locaux ? Les profils détaillés de ces pays sont suivis d'études de la production et de l'exportation de l'Argentine, du Cameroun, du Chili, de la République Dominicaine, de Madagascar, de Papouasie-Nouvelle-Guinée et de Zambie.



Basé sur une étude commandée par la FAO, le CTA et le Centre international du commerce (qui comprend l'UNCTAD et l'OMC), ce livre est plein de données utiles, de références et de liens vers d'autres sources. Pas d'esbroufe, d'embrouilles ou de rêves : même les faits bruts ont quelque chose de rassurant, comme le fait que les parts du

marché biologique représentent environ 1 % de l'ensemble du commerce alimentaire. Avec ce guide, vous ne risquez pas de vous perdre.

Les marchés mondiaux des fruits et légumes biologiques. Perspectives de production et d'exportation de produits horticoles biologiques pour les pays en développement.  
FAO – ITC - CTA, 2001. 317 pages.  
N° CTA 1066, 40 unités de crédit

## Revue demande jongleur patient et talentueux

■ Peu de tâches professionnelles demandent autant de dévouement et de patience que le lancement et la gestion d'une revue professionnelle ou scientifique. Dans la plupart des pays en développement, l'édition d'une revue agricole exige des réserves quasi surhumaines de foi et d'opiniâtreté. Cela, vous devez le puiser en vous-même. Le reste, c'est-à-dire l'encouragement et les conseils avisés de ceux qui ont déjà parcouru ce chemin, vous le trouverez dans ce Guide pratique. Les conseils sont distillés dans des textes solides et des schémas clairs



qui vous expliquent tout ce que vous devez savoir sur le métier complexe d'un rédacteur en chef. Les aspects particuliers d'une revue sont décrits avec autant de zèle que de clarté : les éternelles questions financières, les méca-

nismes complexes de coordination des collaborateurs, les procédures du comité de lecture.

Si vous êtes aussi bon que vous le croyez et aussi bon que ce livre, vous avez des chances de réussir. Et si, au bout du compte, ça ne marche pas, ce ne sera pas par manque de conseils. Bonne chance !

Guide pratique pour l'édition de revues sur l'agriculture et le développement rural  
Par A Youdeowei,  
INASP - CTA, 2001.  
114 pages.  
ISBN 92 9081 236 2  
N° CTA 1068, 10 unités de crédit

## De la base à la base

Vous êtes-vous déjà demandé le véritable sens de tout ce débat sur la gestion durable des ressources naturelles? Si vous travaillez dans une organisation communautaire, une ONG ou toute autre institution en relation avec ce type d'organisation, cette publication vous éclairera sur la gestion des ressources naturelles (GRN).

C'est un remarquable recueil de fiches techniques, bien écrites et illustrées, sur des dizaines d'initiatives de communautés locales et de services d'appui sur le terrain. Elles expliquent le sens de la conciliation au niveau local en s'appuyant sur des études de cas comme « des termites et des hommes, pratiques socioculturelles et GRN au Tchad » ou

« pesticides et GRN – deux réalités inconciliables? »

Au-delà des exemples de réussite des communautés locales, les auteurs ont également fait un excellent travail de vulgarisation du contexte international comme les « Sommets Planète Terre » de Rio, puis de Johannesburg en 2002. Ils relèvent également les initiatives internationales qui peuvent appuyer les efforts des communautés locales, notamment les normes de certification et l'écolabélisation.

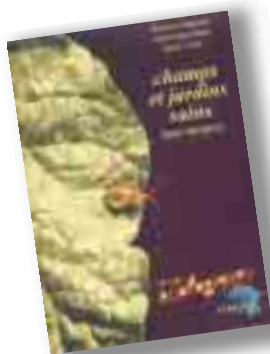
C'est donc un excellent matériel, basé sur des expériences concrètes, que nous propose le réseau Inades-Formation, bien connu pour sa proximité des préoccupations du terrain. On n'y trouve pas l'autosatisfaction pré-



sente dans d'autres guides publiés par les brillants esprits des institutions internationales. Et c'est tant mieux. Espérons que cela incitera d'autres initiatives locales à se faire connaître.

La gestion communautaire et durable des ressources naturelles en Afrique  
*Dossier Agripromo, INADES-Formation-CTA, 2001. 87 pages.*  
N° CTA 1065, 20 unités de crédit

## Connaître l'ennemi



Comment vit l'ennemi? Ainsi commence ce livre qui s'attache à expliquer tous les éléments de la lutte intégrée contre les maladies et ravageurs des cultures.

Il vise à guider le lecteur vers une nouvelle approche de la lutte phytosanitaire : la gestion systé-

mique des ressources vivantes des terroirs. L'autre tendance est qualifiée « d'artificialisation », un néologisme très utilisé dans les débats actuels sur l'agriculture. Dans la gestion systémique, « les plantes cultivées sont placées dans un environnement qui respecte la biodiversité des espèces végétales, animales et microbiennes. L'agriculteur agit au jour le jour pour canaliser cette biodiversité à son avantage. »

Après l'observation diagnostique des insectes, des maladies microbiennes, de la malnutrition des plantes et de l'environnement autour du champ, les auteurs abordent les types d'agriculture, les pratiques phytosanitaires (y compris l'aménagement du milieu, le travail du sol, la sélection des variétés et même, dans

des mots simples, les modifications génétiques), les auxiliaires ainsi que les pesticides naturels et artificiels. Voilà une somme particulièrement riche d'informations pratiques et bien illustrées, qui sera abondamment feuilletée dans les petites exploitations. Mais ce livre est tellement bourré d'informations que les éditeurs ont dû recourir à des codes de couleurs et à des symboles pour guider le lecteur dans la densité des pages. La qualité de leur message méritait plus d'espace.

Champs et jardins sains : lutte intégrée contre les maladies et les ravageurs des cultures  
Par H Dupriez, Niyonzima Silas et J Collin.  
*Terres et Vie-CTA, 2001.*  
Série Carnets Ecologiques, n° 12.  
240 pages. ISBN 2 87105 020 01 / 92 9081 247 8  
N° CTA 1056, 20 unités de crédit

## En froid

La conservation de plus de 1 100 échantillons de matériel génétique de la banane et de la banane plantain est une activité essentielle pour l'amélioration de ces plantes dont tant de gens se nourrissent. Ce document compact, édité avec un appui du CTA, fait le point sur les protocoles de cryoconservation des méristèmes – autrement dit : comment conserver les tissus végétaux à long terme à une température ultra basse (-196 °C).

Cryoconservation du matériel génétique du bananier  
B. Paris et N. T. Thinh, J.V. Escalant et S. Sharrock, eds.  
INIBAP/IPGRI/CTA. Guide technique INIBAP 5. Montpellier, 2001. 42 pages.  
ISBN 2 910810 44 5  
Téléchargeable gratuitement sur Site Web : [www.inibap.org/publications/technicalguidelines/guideline\\_fre.htm](http://www.inibap.org/publications/technicalguidelines/guideline_fre.htm)  
INIBAP  
Parc Scientifique Agropolis II  
F-34397 Montpellier Cedex 5  
France  
Fax : + 33 4 67 61 03 34  
E-mail : [inibap@cgiar.org](mailto:inibap@cgiar.org)

## Que celui qui n'a jamais pêché...

Pour faire face au problème de plus en plus grave de la pêche illicite, la FAO a appuyé la mise au point d'un outil qui peut s'appliquer aux États, aux entités ou aux pêcheurs individuels. Il s'intègre dans une série de mesures qui prennent notamment en compte les besoins spécifiques des acteurs des pays en développement, pour une pêche responsable... ou à tout le moins consciente.

Plan d'action international visant à prévenir, à empêcher et à éliminer la pêche illicite, non déclarée et non réglementée  
FAO, Rome, 2001. 27 pages.  
ISBN 92 5 204601 1  
Prix : € 9,30  
FAO - Sales and Marketing Group  
Information Division  
Viale delle Terme di Caracalla,  
00100 Rome, Italie  
Fax : +39 06 5705 3360  
E-mail : [publications-sales@fao.org](mailto:publications-sales@fao.org)

## Comment obtenir ces publications



Les publications signalées dans ces pages par la feuille verte viennent s'ajouter au catalogue CTA, et vous pouvez les obtenir du CTA si vous êtes abonné(e) au Service de diffusion du CTA. Pour les autres publications (signalées par un simple carré orange), vous devez vous adresser à l'éditeur mentionné, ou à un libraire, mais pas au CTA.

Les publications du catalogue CTA sont gratuites pour les **abonnés** du Service de diffusion des publications. Les abonnés peuvent commander ces publications jusqu'à concurrence de leur crédit, en utilisant impérativement le bon de commande qui leur a été fourni.

Les **non-abonnés** peuvent demander un formulaire d'inscription au CTA. Le service est ouvert aux organisations et institutions de développement agricole et rural des pays du

groupe ACP (Afrique, Caraïbes, Pacifique), ainsi qu'aux particuliers qui résident dans ces pays. Si vous ne remplissez pas les conditions d'abonnement au service, ou si vous avez épuisé vos unités de crédit, vous pouvez acheter les publications du catalogue CTA auprès du distributeur suivant : Triops, Hindenburgstrasse 33, 64295 Darmstadt, Allemagne – Fax : + 49 6151 3140 48 – E-mail : [triops@net-library.de](mailto:triops@net-library.de) – Site Web : <http://www.net-library.de/triops.html>

## Avis aux éditeurs ACP

Soucieuse de mieux rendre service aux lecteurs de *Spore*, la rédaction est heureuse de constater le nombre croissant d'éditeurs des pays ACP qui nous adressent les catalogues de leurs collections et nouveautés par voie électronique. Nous vous invitons à continuer, mais en utilisant l'adresse réservée à cet usage : [editeurs@spore-magazine.org](mailto:editeurs@spore-magazine.org)

Les services de presse et les promotions imprimées sont également les bienvenus à l'adresse de la rédaction (voir l'encadré vert page 15, Entre Nous).

## Boîte postale 380

La boîte aux lettres de *Spore* a été particulièrement chargée ces dernières semaines, avec toutes les réponses à l'enquête de lecture, tous les vœux pour l'année nouvelle, ainsi que les questions et commentaires habituels. Mais nous avons de la place pour encore plus, même si nous ne pouvons en publier qu'une petite partie. Allez-y, écrivez !



### Faudrait pas nous oublier

■ « Responsable du CTA et autre organisme de formation international, chers lecteurs de *Spore*, pensez-y et réagissez, exhorte **Germain Agbo** du Centre CECAB à Houégbo au Bénin, venant commenter une lettre parue dans *Spore* 83. Je voudrais que le CTA revoise sa politique de formation/séminaire qu'il organise en collaboration avec d'autres organismes, en décentralisant ou en répartissant de façon à ce que les gens qui sont dans les zones rurales, ceux-là qui sont même en contact direct avec les vrais paysans puissent bénéficier eux aussi de ces prestations. Et pas seulement les mêmes personnes ou organismes ou ONG de taille grande qui sont chaque fois les receveurs, non donneurs car ils ne descendent pas de leurs bâtiments ou véhicules climatisés. »

*Vous avez raison, M. Agbo, la décentralisation permet de responsabiliser les gens et il faudrait, comme nous l'écrivions dans Spore 83, que les institutions nationales impliquent davantage de gens. Nous examinerons cette question dans une prochaine édition.*

### Femmes diplômées

■ **Ashabir Menkir Jembere** coordinateur du département de santé animale de Harar, Éthiopie, puise de nouvelles idées dans *Spore*. Il a également utilisé la revue, en combinaison avec d'autres publications du CTA, pour « organiser une session de formation pour nos groupes de femmes les plus



pauvres dans le domaine de l'élevage des chèvres, en juin 2001 ». La photo montre la cérémonie de remise des diplômes.

### Des mesures strictes pour le bétail

■ Aiguillonné par l'article spécial *Épizooties et santé animale : des économies qui coûtent cher* (*Spore* 94), notre infatigable correspondant **Samuel Zelehe**, de Fambella, Éthiopie, nous écrit pour souligner le besoin d'une grande prudence. « De nombreux agriculteurs ACP pourraient ne pas être suffisamment attentifs aux risques d'ESB, puisqu'ils n'importent pas de produits à base de viande ou d'os pour nourrir leur bétail. Mais l'ESB et les autres maladies contagieuses peuvent affecter le bétail et les humains de bien d'autres manières.

Tous les pays ACP doivent prendre des mesures importantes, comme la séparation de la faune domestique et des animaux sauvages, des procédures strictes de quarantaine lors de l'importation d'animaux vivants, des vaccinations régulières pour les animaux domestiques, l'interdiction de la chasse illégale et incontrôlée et de l'exportation des animaux sauvages. Ces mesures pourraient réduire les menaces qui pèsent sur la santé et l'économie des pays ACP. »

### Des vers dans les pailles de mil

■ Nous écrivant du Kenya (*PO Box 236, Webuye*), **Khaemba Simiyu** recherche des conseils sur l'élevage des vers. « Nous utilisons les pailles de mil comme substrat pour élever des vers à fumier destinés à nourrir la volaille et les poissons. Nous montons une structure similaire à un toit de latrines, avec un panneau incliné de pailles de mil placé comme un toit sur des poteaux de bois. Après quatre à cinq mois, la paille est pleine de vers à tous les stades de développement, des centaines au mètre carré. Le problème est de faire en sorte que le processus continue alors que la paille de mil se décompose rapidement après la récolte. Qui peut me donner un conseil? »

### Ça donne une nouvelle couleur

■ **Abiye Samuel Harry**, qui partage son *Spore* avec plus de quinze autres lecteurs, est un cadre principal d'agriculture au sein du programme de développement de River State, Nigeria, et un utilisateur invétéré de *Spore* pour son travail d'information. « J'ai réagi à l'article *le poison révélé par la couleur* (*Spore* 88) relatif au travail de J. H. Bradbury de l'Université nationale d'Australie, qui m'a fait parvenir un kit gratuit pour déterminer la quantité de glucosides cyanogènes dans les racines et les produits à base de manioc. Cet équipement a constitué une part du matériel et de la méthodologie de ma thèse de troisième cycle portant sur les quantités de cyanogènes présents dans les maladies CBB et CMB. Je fais maintenant partie du réseau des maladies liées au cyanure du manioc. »

*On trouvera une actualisation des travaux de Dr Bradbury dans les nouvelles brèves.*



### Levons le voile, 1

■ Voici un petit aperçu de la façon dont vous utilisez *Spore*, de la part de **M. Y. Simplicie Agbekponou**, vétérinaire à Atakpamé, Togo. « Je donne un exemple récent que *Spore* m'a aidé à réaliser : j'ai traité une centaine de volailles contre les parasites internes avec les graines de papaye. C'est grâce à *Spore* 93 dans la rubrique En bref – instruction des chercheurs de l'Université de Dschang au Cameroun. Il y a tant d'autres que je peux citer.

C'est le moment de vous dire comment j'utilise *Spore*. Je prends deux semaines pour lire et méditer la rubrique Articles longs ; deux semaines pour En bref ; une semaine pour les rubriques Repères et Entre Nous ; deux semaines pour Publications et Point de Vue, et la dernière semaine pour la récapitulation des titres et sous-titres instructifs. Par la suite j'ai un cahier dans lequel je recopie ces instructions. »

*Eh bien, Monsieur, si Spore paraissait chaque mois et non tous les deux mois, vos journées seraient très chargées! Au fait, le directeur de la mission d'agroforesterie AGROFORD à Medina-Accra, Ghana, nous dit que les dindes aussi aiment se nourrir de papaye rouge.*

Comment  
utilisez-vous



### Planter sa haie vive

■ Le président de l'Association agroforestière du Burkina Faso, **Kinda Doriva**, nous parle de sa longue mission au Liberia où il a travaillé à « envoyer des variétés de plantes d'ici et à les faire pousser, et la conduite d'une cinquantaine d'ânes, qui a pour but d'aider la population de la région qui vient de se relever d'une guerre de sept ans à se développer. Ci-joint une photo de Libériennes posant devant leur âne.

J'ai mené une expérience sur les haies vives en semis direct et je voudrais la partager avec *Spore*. Beaucoup de gens ont des difficultés pour clôturer leurs jardins, plantations ou élevage. Le coût du grillage est très élevé et les plants d'acacia produits dans les pépinières coûtent cher si on veut réaliser

une bonne haie bien serrée sur une grande étendue. De plus la haie vive est meilleure, parce qu'elle protège le sol contre l'érosion et permet l'infiltration de l'eau.

Vers la fin de l'hivernage, pendant que la terre est toujours humide, creuser un fossé de 35 cm de profondeur au moins et de 40 cm de largeur, et attendre la fin de la saison sèche pour reboucher le trou. Semer sur deux lignes à la volée. Pour les sols durs, mélanger la terre avec du compost avant de reboucher. Attendre la saison prochaine pour démarrer et laisser un plant tous les 20 cm et re-semer les parties vides. À la seconde année, tailler les branches hautes et intercaler celles d'en bas. Attention! Il faut surveiller la haie vive en saison sèche. Les animaux en sont très friands malgré les épines. Surtout les chèvres. »

### Fromagerie cherche conseils

■ **François Tron** nous écrit que la Fromagerie Fivatsy (BP 17, Ambatomanga, Manjakandriana 116, Madagascar) recherche des partenaires pour assurer sa durabilité. « Nous sommes une petite fromagerie à 30 km à l'est d'Antananarivo, la capitale. Environ 300 éleveurs de vaches produisent de 500 à 1000 litres de lait chacun, que nous transformons en fromage pour le vendre à Tana. Cela constitue une source de revenus importante, mais insuffisante pour couvrir tous nos besoins de base. Jusqu'au début 2001, nous avons assuré un service 'd'assistance aux éleveurs', pour les aider à améliorer leur production en leur apportant de la formation, des services vétérinaires de terrain, des essais et un appui en intrants. »

### Levons le voile, 2

■ « Je suis à la fois vulgarisateur et cultivateur, nous écrit **Ama Ukoha** d'Aba, Aria State, Nigeria. Il arrive souvent que les collaborateurs *Spore* proposent des solutions à mes problèmes immédiats, comme la technique d'irrigation au goutte à goutte décrite dans le *Spore* d'octobre 1999. Pour moi, *Spore* est un manuel qui permet de tout faire soi-même. C'est mon réseau, mon Internet, mon Web, mon hotmail.com, mon e-mail et mon fax. Grâce à *Spore*, je suis mieux informé que mes collègues et amis agriculteurs. Je fais plus que cultiver ; je mets de la science dans ma façon de cultiver. »

### Laissez-le pousser

■ **Christophe Mabiala Mvika** de l'ONG Action pour le développement communautaire - (ADEC, BP 94, Muanda, Bas Congo, République démocratique du Congo) nous fait savoir que

« Après la réalisation de son champ expérimental de reboisement de 109 m sur 44 m, l'ADEC envisage d'en faire un projet de plus grande envergure intitulé 'Environnement Vert pour une Agriculture Durable', en sigle EVAD. Il sollicite l'aide des organismes qui appuient les activités de ce genre. »

### Bienvenue à un nouveau groupe de lecture!

■ Le président, **Godwin Inedia**, et le secrétaire général, **Bright Obaseki**, nous font formellement part de « la création d'un groupe de lecture de *Spore* (GLS) à l'Université Ambrose Alli, Ekpoma, Edo State, Nigeria. Son principal objectif est d'inculquer des habitudes de lecture, d'encourager les disciplines académiques et de créer un environnement favorable à l'harmonisation des idées et du savoir pour le développement humain.

Nous souhaiterions que *Spore* publie plus d'articles sur la transformation et la conservation agroalimentaires, car 40% de nos cultures sont perdues par insuffisance ou absence de technologies appropriées. »

## Enquête de lecture Résultats en juin

L'enquête « Comment utilisez-vous *Spore* » a été clôturée le 1<sup>er</sup> février 2002. Vous pouvez encore nous envoyer vos réponses au questionnaire (voir *Spore* 95) ou le demander par e-mail à [questions-fr@spore-magazine.org](mailto:questions-fr@spore-magazine.org). Mais au-delà du 1<sup>er</sup> février, vous ne participerez pas au tirage au sort. La liste des gagnants sera publiée dans *Spore* 98.

Le dépouillement des réponses parvenues a démarré début février. Vous trouverez les résultats globaux dans *Spore* 99, et nous vous indiquerons comment accéder au détail de tous les résultats. Dans *Spore* 100, nous publierons une rubrique spéciale consacrée à vos usages de *Spore*. Votre témoignage sera pris en compte si vous envoyez une note sur votre façon d'utiliser *Spore*, accompagnée d'une photo ou d'un dessin, et si nous le recevons avant le 1<sup>er</sup> juin 2002. Adresse : Utilisations de *Spore* s/c CTA (voir adresse ci-dessous) ou :

[UsagesdeSpore@spore-magazine.org](mailto:UsagesdeSpore@spore-magazine.org)

Et notre réponse à vos réponses ? Surveillez votre *Spore* !



*Spore* est un bimestriel d'information pour le développement agricole des pays ACP. *Spore* est gratuit pour les particuliers et les organisations des pays ACP et de l'UE s'occupant de développement agricole et rural. Il est aussi possible de souscrire un abonnement auprès de Triops (voir page 13).

Editeur : Centre Technique de Coopération Agricole et Rurale (CTA) - Accord de Cotonou ACP-CE

CTA : Postbus 380,  
6700 AJ Wageningen, Pays-Bas  
Tél. : + 31 317 467 100  
Fax : + 31 317 460 067  
E-mail : [cta@cta.nl](mailto:cta@cta.nl)  
Site Web : <http://www.cta.nl>  
E-mail des lecteurs : [spore@cta.nl](mailto:spore@cta.nl)

Rédaction : *SPORE* est rédigé par un consortium rassemblant Louma productions et Médiateurs.

Louma productions, 3, rue Neuve,  
34150 Aniane, France  
Fax : + 33 4 67 57 01 80  
E-mail : [louma@louma.fr](mailto:louma@louma.fr)  
Médiateurs, W-Alexanderpoort 46,  
1421 CH Uithoorn, Pays-Bas  
Fax : + 31 297 540 514  
E-mail : [info@spore-magazine.org](mailto:info@spore-magazine.org)

Ont participé à ce numéro :

Marcel Chimwala, O'Neil Cuffe,  
Bernard Favre, Singy Hanyona,  
Erik Heijmans, Catherine Marzin,  
Dudley Moloji, Paul Osborn,  
Jacques Sultan, Christine Tissot.

Mise en page : Louma productions  
Impression : Imprimerie Publicec, France  
© CTA 2 001 - ISSN 1011-0046

Le contenu de *Spore* peut être librement reproduit.  
Merci de mentionner *Spore* comme source.



Gisèle Lopès D'Almeida a une formation commerciale. Fortement autodidacte, cette Capverdienne dirige Interface, un réseau de professionnels de l'agro-alimentaire créé le 23 mai 1997 à Ouagadougou, Burkina Faso, et dont le siège se trouve à Dakar, Sénégal.

## Entreprise et agroalimentaire

# Les vrais moteurs des économies africaines

**Le secteur agroalimentaire est le moteur des économies africaines. Le renforcer, le laisser respirer librement, lui reconnaître un rôle stratégique est d'une importance fondamentale.**

Le réseau Interface a été créé afin de répondre aux problèmes de développement de ce secteur confronté à la mondialisation de l'économie. Espace de réflexions, d'échanges et d'actions, Interface couvre actuellement treize pays de l'Afrique de l'Ouest, de la Mauritanie au Nigeria, en passant par les pays du Sahel. Il entend s'étendre progressivement aux pays d'Afrique centrale, d'Afrique australe et d'Afrique de l'Est afin de devenir, à terme, une véritable organisation panafricaine. Dans cette optique, Interface s'appuie sur le savoir-faire de chefs d'entreprise crédibles, engagés dans le développement du commerce régional et international des produits de l'agriculture, de l'élevage, de la pêche, de la forêt, bruts ou transformés.

### Le développement nous incombe

Dans notre secteur, nous voyons beaucoup d'initiatives se développer – souvent avec une participation de l'extérieur – pour favoriser la commercialisation de nos produits. Ces initiatives sont certes bienvenues à la condition, toutefois, qu'elles répondent concrètement aux besoins des chefs d'entreprise.

Or, nous sommes aujourd'hui dans un contexte de mondialisation et de libéralisation des marchés. Les produits agroalimentaires africains doivent faire face à la concurrence des produits agricoles européens qui, à grand renfort d'actions promotionnelles de toutes sortes, sont vendus sur nos marchés. Franchement, aucun bailleur de fonds ne viendra financer des programmes de petites et moyennes entreprises africaines destinés à commercialiser des produits susceptibles de concurrencer les leurs ! Autrement dit, notre propre développe-

ment nous incombe. Voilà pourquoi, à Interface, nous avons orienté nos réflexions sur deux axes. Le premier consiste à repérer les opportunités que peut offrir la mondialisation. Des opportunités qui ne nous mettraient pas en compétition inégale avec des produits européens. Nous devons être plus inventifs, plus créatifs pour trouver des créneaux sur le marché international. Le deuxième axe concerne nos propres marchés locaux, sous-régionaux ou régionaux. L'expérience montre qu'ils sont rémunérateurs. Il est donc indispensable que nous leur accordions une plus grande importance et que nous facilitions l'accès aux informations sur leurs activités : disponibilité des produits, prix, etc.

Trouver des créneaux sur le marché international suppose qu'une valeur soit ajoutée à nos ressources locales. Cela n'est possible que si nous pouvons bénéficier des progrès scientifiques et des innovations technologiques dans le domaine des biotechnologies.

Nos productions peuvent également être maîtrisées en qualité et en quantité grâce à

« Nous devons être plus inventifs, plus créatifs pour trouver des créneaux. »

des techniques après récolte permettant de valoriser, dans chaque région, les avantages spécifiques de chacune. Maîtriser la production selon la demande permet d'organiser les filières, de réduire les pertes après récoltes, de se positionner sur le marché et d'offrir aux consommateurs des produits présentant des labels de qualité reconnus et appréciés.

Doter nos produits « traditionnels » ou « indigènes » d'une valeur ajoutée grâce aux biotechnologies est au cœur des préoccupations du réseau Interface. Si l'objectif

que s'est fixé le Groupe consultatif sur la recherche agricole internationale est bel et bien de lutter contre la pauvreté, nous estimons que c'est dans cette direction qu'il doit s'orienter. Sinon, sa volonté pourtant affichée risque fort de rester un rêve pendant encore longtemps.

Nous souhaitons que le secteur privé africain, spécialement celui des PME-PMI (petites et moyennes entreprises et industries), soit véritablement reconnu car il constitue le fer de lance du développement de l'économie africaine. Une place spéciale doit lui être accordée dans toutes les instances de prise de décision pour lui permettre de jouer pleinement son rôle moteur.

« Dépasser le cadre de la sécurité alimentaire, en améliorant la gestion de l'environnement, la nutrition, la santé publique et le bien-être social des populations africaines dans une perspective de lutte contre la faim et la pauvreté » constitue donc l'un des piliers d'actions essentiels d'Interface. Certes, la réussite repose surtout sur les initiatives des chefs d'entreprise eux-mêmes, et sur leurs propres capacités à chercher et à acquérir les moyens dont ils ont besoin.

Mais cela ne doit pas les empêcher de regarder aussi du côté des programmes qui leur faciliteraient l'accès à l'information, aux technologies, aux marchés et aux financements.

➤ Pour contacter l'auteur de ce Point de vue :  
Interface,  
BP 7456, Médina Dakar,  
Sénégal  
Fax : + 221 824 6026  
E-mail : interface@tpsnet.sn

Les opinions exprimées dans ce Point de vue sont celles de l'auteur, et ne reflètent pas nécessairement les idées du CTA.